futuribles
INTERNATIONAL

Crise du Covid-19 : scénarios à l'horizon fin 2021

Document de travail – 20 avril 2020

Ce document est un document de travail proposé par l'association Futuribles International. La première version de ce document a été établie le 31 mars 2020. Il est régulièrement soumis à la lecture critique des conseillers scientifiques et des membres de l'association. Des versions actualisées sont établies régulièrement.

Cette version du document a été établie principalement par François Bourse et Marie Ségur, avec l'aide et les compléments de l'équipe Futuribles, et a bénéficié des commentaires précieux de : Catherine Antonetti, Jean-Raphaël Chaponnière, Julien Damon, Charles du Granrut, Michel Héry, Daniel Kaplan, Marie de Lattre-Gasquet, Marc Malenfer, Pierre Papon, Alain Parant, Timothée Silvestre, Éric Vidalenc et Cécile Wendling. Nous remercions chaleureusement l'ensemble de ces contributeurs. La responsabilité des propos tenus dans ce document est exclusivement celle de l'association Futuribles International.

Vous pouvez envoyer vos réactions et commentaires à Marie Ségur :
msegur@futuribles.com

Sommaire

1. Préambule *4*

Objectifs **5**

Méthode **5**

2. Scénarios globaux *7*

Le plus probable : « Sur le fil du rasoir » **7**

« La Grande Dépression » **9**

« Vers un âge obscur : dislocation sociale, insurrections et monde balkanisé » **10**

« Cohésion internationale, pandémie maîtrisée, New Green Deal européen » **12**

L'inévitable : « Le retour de flamme » **13**

3. Microscénarios *15*

Sous-système A - Covid-19 : évolution sanitaire mondiale (horizon : printemps 2021) **15**

Microscénario A1. Pandémie installée et catastrophe sanitaire globale (probabilité faible) 15
Microscénario A2. Pays développés-forteresses, en attendant le vaccin (probabilité forte) 15
Microscénario A3. Pandémie maîtrisée à l'automne 2020 (probabilité moyenne) 17

Sous-système B - Crise sanitaire et sa gestion en France (horizon : printemps 2021) **17**

Microscénario B1. Débordement majeur du système de soins (probabilité faible) 17
Microscénario B2. Débordements chroniques régionaux de plus en plus atténués (probabilité forte) 19
Microscénario B3. Le retour de flamme (probabilité forte mais impact variable selon la durée et la chronicité de la surcharge des services de soins et des mesures de confinement) 20

Sous-système C - Situation économique, sociale et politique en France (horizon fin 2021) **21**

C1. Économie et filières 21
Microscénario C1.1. Casse limitée 21
Microscénario C1.2. Économie verte raisonnée 22
Microscénario C1.3. Économie en dents de scie 23
Microscénario C1.4. Économie de rationnement 24
Microscénario C1.5. Économie informelle et territorialisée (non exclusif) 25
C2. Climat social et politique 25
Microscénario C2.1. Cohésion démocratique 25
Microscénario C2.2. Stratification renforcée et État isolé 26
Microscénario C2.3. Fragmentations, insurrections et État policier 27

Sous-système D - Contexte européen et mondial (en cours de construction) **29**

4. Scénarios Covid-19 – Analyse morphologique *30*

1. Covid-19 : situation sanitaire mondiale **30**

2. Situation sanitaire et sa gestion en France **37**

3. Situation économique, sociale et politique en France (intégrant des variables européennes et internationales) **41**

4. Contexte européen et mondial – en cours d'élaboration **69**

5. Tableau croisé – Scénarios globaux **74**

1. Préambule

La nouvelle maladie infectieuse respiratoire Covid-19 [1] s'inscrit dans une longue série d'épidémies auxquelles ont été confrontées les sociétés humaines, à des échelles régionales et internationale. Mais elle est également nouvelle, puisqu'elle marque la première rencontre entre le pathogène qui en est la cause (le virus SARS-CoV2) et l'espèce humaine. C'est ce qui explique l'absence d'immunité collective alors que s'étend la maladie, et surtout le manque de connaissance épidémiologique. Des coronavirus qui ne se trouvent pas naturellement chez l'homme mais chez d'autres mammifères ont déjà été responsables, par contact rapproché, d'alertes épidémiques contenues : le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), maladie causée par le virus SARS-CoV, lié à la consommation de civettes, en 2002-2003 (774 morts, 10 % des personnes atteintes), ou le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (causé par le virus MERS-CoV, lié à la fréquentation des dromadaires) à partir de 2012 (450 décès, 35 % de létalité). Épicentres chroniques de ces épidémies, la Chine, comme la Corée du Sud, Taiwan ou Singapour se sont particulièrement préparés aux prochaines crises du même ordre, ce qui explique, pour partie, leurs capacités (du moins à la date de rédaction de ce document) à maîtriser l'épidémie. Ce n'est pas le cas de nombreux autres pays, qui ont négligé ce risque pandémique, pourtant régulièrement évoqué au sein des grandes instances sanitaires, comme, entre autres, l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Or, à la différence des épidémies de coronavirus précédentes, l'expansion rapide du SARS-CoV2 a, cette fois, confronté les pays européens et les États-Unis, en particulier dans l'hémisphère Nord, à leur impréparation. Sa contagiosité apparemment élevée et les risques sanitaires anticipés ont entraîné des mesures de gestion de crise exceptionnelles, mises en place dans plusieurs pays ou régions. Ainsi, à la date du 7 avril, plus de 4 milliards de personnes seraient confinées ou appelées à rester confinées à l'échelle de la planète, une situation aussi inédite qu'historique. Une des caractéristiques majeures de la crise actuelle est donc bien l'importance de ces politiques sanitaires non médicales déployées par les États pour juguler les pics épidémiques et la surcharge des services de soins. Les conséquences sont déjà, et seront probablement, non seulement sanitaires, mais aussi économiques, sociales et politiques.

Les chocs induits par cette crise seront-ils durables ? Les historiens de la santé établissent un nouveau régime épidémique à partir du XXe siècle, dans lequel les pandémies auraient des impacts économiques et sociaux plus transitoires que celles connues jusqu'alors. Ainsi, dans un article de 2012, Patrick Zylberman rappelle que la grippe espagnole de 1918, aux impacts difficilement séparables de ceux de la Grande Guerre, aurait eu des répercussions économiques jusqu'en 1921 uniquement. La grippe « asiatique » de 1957-1958, pourtant responsable de 2 millions de morts environ, aurait entraîné une chute de seulement 3,5 points du produit intérieur brut (PIB) américain. En 2003, toujours selon l'historien, le coût global de l'épidémie de SRAS aurait atteint 100 milliards de dollars US, mais la reprise aurait été très rapide une fois la crise passée.

La crise actuelle est-elle un épisode brutal, certes, mais passager, rapidement suivi d'un retour à la normale dans le fonctionnement de l'économie et des institutions ? Ou les mesures d'ampleur prises aujourd'hui pour freiner la mortalité vont-elles entraîner un ébranlement et une mutation profonde de l'économie mondiale, ainsi que des systèmes politiques et sociaux ?

Les scénarios de long terme dépendront beaucoup de l'intensité et de la durée de la secousse actuelle, et de ses répliques. Aussi, avant d'aborder ces scénarios de long terme, nous apparaît-il utile de construire une réflexion prospective de court terme pour envisager les évolutions de la crise à l'horizon fin de l'année 2021. C'est elle qui est présentée dans ce document.

[1] Pour COronaVIrusDisease, 2019.

Les incertitudes scientifiques sur la contagiosité, sur la létalité et sur les mutations possibles du SARS-CoV2, responsable de la maladie Covid-19, sont encore nombreuses. Il existe des données, bien sûr, mais partielles, et à partir desquelles nous sommes vite tentés de tirer des conclusions globales [2]. La collecte de données et les recherches progressent extrêmement rapidement (voir par exemple la veille internationale mise à disposition sur Santé publique France), mais nous sommes tous (gouvernements, entreprises, individus) amenés à prendre des décisions en situation d'incertitude au moins partielle.

Objectifs

Ce document est une réflexion prospective qui se veut simple. Il ne cherche pas à évacuer les incertitudes mais à les encadrer par des hypothèses crédibles. Il s'agit donc de proposer une grille de lecture des événements en cours et du paysage des possibles d'ici le printemps 2021, date à laquelle on estime plausible d'obtenir un vaccin à l'échelle internationale, seule garantie à ce jour de voir un terme à la crise sanitaire.

- Que peut-on anticiper des évolutions de la situation sanitaire en France et dans le monde au regard des connaissances actuelles ?
- Quels scénarios pour la vie économique et sociale en France à court et moyen termes (2021-2022) ?

Notre réflexion s'appuie sur les données et analyses existantes et en accès libre. Il s'agit d'une tentative de mise en forme des savoirs et des questions toujours en suspens. Nous espérons qu'elle peut être utile pour s'orienter dans un paysage d'informations foisonnantes, parfois fausses, et rarement organisées.

La réflexion conduite comporte plusieurs caractéristiques :

— elle est délibérément simplifiée car nous souhaitons qu'elle puisse être un outil d'aide à la décision dans un contexte marqué par l'urgence ;

— elle est à relativement court terme (horizon de 18 mois) parce qu'il nous semble prématuré de bâtir des scénarios de long terme pour le monde d'après la crise ; cela viendra en son temps ;

— elle est centrée sur la France et l'Europe, même si elle intègre de nombreuses analyses à l'échelle internationale ;

— elle se veut évolutive : ce document n'a aucun caractère définitif et la réflexion proposée ici doit être complétée (notamment sur sa dimension internationale), réévaluée, modifiée au fur et à mesure que les événements et les données ouvrent et ferment des possibles.

Méthode

La méthode de travail utilisée est celle de la construction de scénarios par l'analyse morphologique. Celle-ci s'articule globalement comme suit :

— identification des variables clefs du sujet ;

— organisation de ces variables en sous-systèmes cohérents ;

— construction d'hypothèses prospectives couvrant le champ des possibles sur chacune des variables ;

— construction de microscénarios sur chacun des sous-systèmes ;

— construction de scénarios globaux articulant les différents microscénarios.

La réflexion est organisée en **trois sous-systèmes :**

[2] C'est le risque COVERA (Ce qu'On Voit Et Rien d'Autre) contre lequel Daniel Kahneman nous mettait en garde dans son ouvrage *Thinking Fast & Slow,* New York : Farrar, Straus and Giroux, 2011.

A) La situation sanitaire mondiale (première version disponible).

B) La crise sanitaire et sa gestion en France (première version établie le 30 mars 2020, mise à jour le 20 avril 2020).

C) la situation économique et sociale en France (première version établie le 30 mars 2020, mise à jour le 20 avril 2020).

Un quatrième sous-système (D), portant sur la situation économique et sociale mondiale, est en cours d'élaboration et sera présenté ultérieurement. Toutefois, une première analyse est disponible dans les tableaux de travail en annexe.

Le document est présenté en **deux parties :**

— la première rend compte des principales analyses produites (scénarios globaux et microscénarios) ;

— la seconde donne accès aux tableaux de travail qui sont le support de la réflexion ; organisés autour de variables clefs pour la réflexion, ils synthétisent un vaste ensemble de données issues de différentes sources et proposent des hypothèses prospectives.

2. Scénarios globaux

L'ambition des cinq scénarios proposés ici est d'explorer **le champ des possibles** à l'horizon fin 2021. Ces scénarios sont focalisés sur la France et pour partie sur l'Europe. Mais ils comportent nécessairement des éléments internationaux, étant donné l'ampleur de la pandémie et de ses conséquences, dans un monde fortement interconnecté.

Ces scénarios ont été construits en combinant des scénarios intermédiaires (appelés microscénarios) sur trois sous-systèmes (la situation sanitaire internationale, la crise sanitaire et sa gestion en France, la situation économique, sociale et politique en France). Ces microscénarios et les matériaux qui ont conduit à leur élaboration sont présentés plus loin dans le document.

Cette synthèse sous forme de scénarios est partielle. Il s'agira notamment de la compléter d'une composante supplémentaire portant sur « les systèmes socio-économiques mondiaux et la situation sécuritaire ».

La probabilité estimée et la teneur de ces scénarios sont par ailleurs fortement susceptibles d'évoluer, compte tenu de la **variabilité** et de **l'imprévisibilité** :

1) **des avancées scientifiques** sur le SARS-CoV2 ;

2) **du jeu des acteurs** politiques et financiers.

À la date du 20 avril 2020, nous proposons donc quatre scénarios globaux principaux et un scénario complémentaire. Ce dernier, défini à l'échelle française, est compatible avec les précédents. Mais son impact pourra varier en fonction de la durée de la crise sanitaire et des mesures de confinement / distanciation sociale qui l'accompagnent.

Le plus probable : « Sur le fil du rasoir »

Situation sanitaire : épidémie ralentie à l'automne 2020 et mise en place de stratégies ciblées jusqu'à l'été 2021

Ce scénario envisage un contrôle relatif de l'épidémie dans la plupart des pays développés à l'été 2020. Il n'y a pas encore de vaccin disponible. Toutefois, le confinement permet d'endiguer une partie de l'épidémie dès la mi-mai 2020. Le développement très progressif des tests (ciblés à partir de printemps 2020, généralisés à la fin de l'automne 2020) est aussi une manière de ralentir la progression du virus. Enfin, la connaissance croissante de la maladie, l'amélioration significative de la prise en charge qui en découle, puis, en décembre 2020, les traitements mis à disposition, permettent d'envisager une reprise très progressive des activités économiques et sociales, quoiqu'en mode dégradé, de mai 2020 à mars 2021. De fait, au vu des impacts économiques et sociaux exponentiels d'un prolongement du confinement dans le temps, la tension « ouvrir et contenir » est devenue majeure après six à huit semaines de confinement pour l'ensemble des États européens concernés (à partir de mai 2020). Les critères socio-économiques et politiques deviennent déterminants, à côté des critères sanitaires.

En France, le desserrement en mai 2020 du confinement national décrété en mars 2020 s'accompagne de mesures fortement contraignantes. Il s'agit donc d'un déconfinement progressif et partiel, dans lequel les réunions collectives restent limitées, le port du masque généralisé, et des tests sont pratiqués pour mener certaines activités. Par ailleurs, toutes les personnes symptomatiques sont appelées à rester confinées à domicile ou dans des lieux adaptés (hôtels…), de même que les populations fragiles, au moins jusqu'à l'hiver 2020. Les déplacements restent très limités. Le système sanitaire français, fortement ébranlé, se remet progressivement à partir de l'automne 2020 des surcharges régionales. La mortalité est finalement plus faible que celle donnée à voir au début de la crise, mais reste importante,

notamment au sein des populations vulnérables (75 000 à 150 000 décès en France) [3]. En effet, le nombre moyen de de décès reste élevé chaque semaine, avec des périodes d'accélération dans certains territoires, justifiant des mesures spécifiques.

Les stratégies ciblées (aussi adoptées ailleurs en Europe et aux États-Unis) permettent d'éviter de nouveaux pics épidémiques, jusqu'à la généralisation des dispositifs de tests rapides et récurrents à la fin de l'automne 2020 (PCR et sérologiques), permettant de circonscrire les réémergences possibles avec traçage et confinement ciblé des foyers concernés, puis la mise sur le marché du vaccin au printemps ou à l'été 2021, si celui-ci est disponible et efficace.

Situation socio-économique France : une reprise progressive en dents de scie en janvier 2021, dans un contexte social fragilisé

Malgré ces améliorations de la situation sanitaire, la reprise économique française est très partielle et fragile. En mai 2020, les dettes fiscales, sociales et entre entreprises sont considérables après deux mois d'inactivité. Les faillites dans les secteurs les plus touchés par la crise se succèdent. Les activités touristiques et associées (loisirs collectifs) entrent dans une crise durable qui touche 10 % de l'emploi en France. Dès la fin de l'été 2020, on anticipe une chute du PIB de 2020 de près de 12 %, l'État est sous pression et doit arbitrer entre accroître les aides ou préserver un minimum d'équilibre financier.

Le choc se reporte progressivement sur les ménages, avec une hausse du chômage (jusqu'à 1,5 million de chômeurs de plus fin 2021, comparé au 1er janvier 2020, soit 12 % de la population active) et une politique d'austérité différenciée (investissement et soutien aux secteurs stratégiques — santé, agriculture, formation), mise en place dès l'automne 2020. On observe un découplage marqué entre actifs sur-sollicités, parfois au détriment de leur santé, et inactifs, certains en situation économique fragile. En l'absence de moyens de formation, et sans soutien public fort, la main-d'œuvre inactive n'est pas réorientée efficacement vers les entreprises les plus en demande. Les revenus diminuent et les agents craignent pour l'avenir. La consommation globale diminue aussi, même à la sortie du confinement, d'autant plus que certains postes de dépenses restent inexistants, bien après l'été 2020.

Le rebond dès le début 2021 est plus important que les prévisions en date d'avril 2020 (hausse de 5 % à 8 % du PIB par rapport à 2020). Mais il est, de fait, insuffisant pour absorber la récession économique connue par le pays en 2020. Par ailleurs, la situation sanitaire n'étant pas entièrement stabilisée, les retours épidémiques récurrents obligent à pratiquer une activité économique en dents de scie, ce qui limite la reprise, surtout dans certains secteurs. Certains (tourisme ultralocal) redémarrent difficilement en 2021. L'Outre-Mer, durement touchée (notamment Mayotte et La Réunion), connaît une situation particulièrement préoccupante. Le climat social et politique est relativement dégradé, notamment en raison d'un certain nombre de scandales sanitaires mis en lumière par la crise (l'affaire des masques, par exemple). Les tensions qui préexistaient à la crise se cristallisent, sans s'aggraver toutefois, entre autres parce que la situation économique prévient le recours à la grève et la situation sanitaire empêche les grandes manifestations. Les mesures sanitaires maintenues à moyen terme sont globalement respectées.

Situation européenne et internationale : une Union européenne affaiblie, des pays développés-forteresses, et les pays émergents en grande difficulté jusqu'à fin 2021

[3] Sur la base des données disponibles de la situation française au 10 avril 2020, l'ordre de grandeur bas en France pourrait être : (1) décès en système hospitalier, 15 à 20 000 ; (2) décès à domicile, 20 000 à 30 000 (avec comorbidité) ; (3) décès en EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), 30 000 à 50 000 ; avec des attributions délicates et de nombreuses incertitudes. Pour plus de détails, *cf.* encadré « Estimer la mortalité due au Covid-19, un défi pour la statistique » (p. 18).

À l'échelle européenne, l'émission d'euro-obligations a permis de limiter les dégâts mais l'Union est profondément affectée. Une politique commune de coopération, d'intervention et d'investissement a été déployée, mais seulement pour la zone euro. Le reste des pays est en déshérence.

À l'échelle internationale, les pays émergents (certains pays africains, Inde, Asie du Sud-Est, Amérique du Sud…) sont beaucoup plus touchés par l'épidémie. Pour eux, la crise sanitaire perdure jusqu'à l'été 2021, *a minima,* si suffisamment de vaccins sont produits et peuvent leur être distribués ou dans le cadre du développement d'une immunité de groupe. Dans ces pays, une grande partie de la population est touchée par le Covid-19, notamment en raison d'institutions politiques défaillantes et de services hospitaliers absents. Mais ce sont aussi les chaînes d'approvisionnement alimentaire qui sont rompues ainsi que les dispositifs d'aide internationale. Cette situation est d'autant plus tendue que certains pays, grands producteurs de céréales (riz en Birmanie, blé en Russie, etc.) ont mis en place des politiques de suppression des exportations ou de quotas. Les pays développés qui s'en sont le mieux sortis maintiennent durablement la fermeture de leurs frontières à toutes ces zones pour éviter toute source de contagion extérieure, à l'exception des quelques échanges commerciaux vitaux. De manière générale, dans ce scénario, les contraintes restent fortes sur la mobilité, les populations se déplaçant, entre et dans les pays, pouvant être soumises à des contrôles sérologiques.

« La Grande Dépression »

Situation sanitaire : épidémie difficilement contrôlée et absence d'horizon de sortie de crise jusqu'à fin 2021

Sur le plan sanitaire, ce scénario est assez proche du précédent, avec cependant l'absence de traitements significativement efficaces, même après le printemps 2021, et la disponibilité de vaccins seulement après le deuxième semestre 2021. Ces difficultés peuvent s'expliquer par la trop grande quantité de variantes du virus, qui rend complexe l'obtention d'une solution unique. Cet état de risque permanent, couplé à une panoplie de mesures restrictives, parfois difficilement tolérées et maintenues sur le temps long, crée une situation de tensions majeures au sein des populations et des opérateurs économiques. En l'absence d'horizon de sortie d'épidémie, et face à la difficulté à construire une perspective sociale et économique favorable, la crise s'approfondit alors sur le plan social, politique et économique dans les États les plus éprouvés.

Situation socio-économique France : pénuries, précarisation sociale et contexte politique troublé dès l'automne 2020

De fait, en France, l'impact sur l'économie réelle de la crise sanitaire a été beaucoup plus fort qu'anticipé pour l'année 2020 (moins 15 % du PIB), entre autres parce qu'il n'y a aucun report de consommation des ménages, trop prudents. Certains secteurs s'effondrent alors totalement ou partiellement, en particulier l'hôtellerie, le tourisme, la restauration, la culture, ou le gros œuvre du bâtiment, qui ne voient pas de possibilités de reprise, en l'absence de stabilisation de l'épidémie. Le rebond attendu ne se produit pas, compte tenu des incertitudes concernant l'avenir de la situation sanitaire en 2021, de la difficulté à reconstruire les secteurs les plus atteints, dans un contexte de faible confiance des acteurs les uns envers les autres, mais aussi en raison des efforts prolongés de reconstitution de trésorerie. La croissance économique en 2021 reste faible (plus 7 % en 2021 par rapport au PIB de 2020, soit moins 8 % par rapport à 2019). La France compte 2 à 3 millions de chômeurs de plus fin 2021 (soit 15 % à 18 % de la population active). La pluriactivité et les emplois précaires se développent massivement. Les régions, entreprises et territoires sont appelés à jouer un rôle plus important pour pallier les difficultés de l'État, mais ils n'ont pas tous les mêmes leviers financiers, ce qui participe à la fracturation des situations économiques à l'échelle du pays.

Les entreprises qui peuvent ou doivent encore fonctionner connaissent, elles, une forte pénurie de main-d'œuvre. Certains secteurs ont perdu leurs forces vives (agriculteurs durement touchés en raison de la moyenne d'âge, personnel soignant en crise psychologique et physique) et il n'existe pas de dispositif de formation et de recrutement efficace pour faire face. Pour y pallier, l'État crée une Réserve citoyenne nationale obligatoire, à l'image de la réserve militaire, à l'hiver 2021. Par ailleurs, les filières d'approvisionnement, de production, de vente n'ayant pas repris, ni à l'échelle nationale ni à l'échelle européenne ou internationale, certains produits font défaut (par exemple des équipements importants pour les entreprises ou des matières premières). L'État se voit alors forcé de mettre en place une économie de rationnement sur certaines filières ou denrées, pour anticiper les pénuries, dès la fin 2020.

La mauvaise anticipation et gestion de la crise sanitaire, puis économique et sociale, laisse de profondes marques dans la confiance des Français envers le gouvernement et les institutions publiques, à qui il est demandé de rendre des comptes, à partir de l'automne 2020. Plusieurs scandales sanitaires s'enchaînent. Les soignants, et autres métiers de la première ligne, dont une grande majorité a pâti des contrecoups du pic épidémique (*burn-out,* malades du Covid-19, etc.), sont les premiers à descendre manifester, accusant le gouvernement de les avoir envoyés « au feu », sans aucun garde-fou ni gratification suffisante. Plusieurs procès sont intentés contre l'État pour non-assistance à personne en danger, y compris par des Français qui ont subi de graves conséquences psychologiques, suite au confinement et aux interdictions. Les contestations se multiplient et trouvent de moins en moins d'écho dans les corps intermédiaires. Des mouvements sociaux se constituent autour de plates-formes de revendications de toutes sortes (par statut, par métier, par territoire, par origine…). Ces mouvements multiplient les actions menées principalement au nom de la justice (sociale, environnementale, etc.), souvent en enfreignant les mesures sanitaires mises en place par les autorités. Ces mouvements demandent des réponses immédiates et concrètes à leurs revendications. La diversité d'objectifs, d'acteurs, de destinataires, ainsi que la durée, parfois éphémère, de ces mouvements et mobilisations les rendent difficilement prévisibles. Ils créent une perturbation permanente qui se traduit par un climat social sans arrêt en effervescence. La situation est très tendue mais n'explose pas courant 2021. Toutefois, le sentiment d'hostilité et d'opposition sociale au sein de la société est de plus en plus fort.

Situation européenne et internationale : crise systémique financière mondiale et repli sur la zone euro à l'automne 2020

À l'échelle européenne et internationale, le système financier bascule progressivement dans une crise importante, qui se propage depuis l'économie réelle, affectant aussi l'épargne et la confiance des acteurs. L'Union européenne apparaît affaiblie, incapable de mener une politique coordonnée pour l'ensemble des pays. Dès l'automne 2020, un resserrage de la coordination autour de la zone euro se fait sentir, avec un risque pour certains pays d'être laissés sur le banc de touche.

« Vers un âge obscur : dislocation sociale, insurrections et monde balkanisé »

Situation sanitaire : pandémie mondiale et installée dans la durée

Dans ce scénario, la situation sanitaire mondiale est catastrophique. Le virus est plus contagieux qu'estimé, l'immunisation individuelle est brève, partielle ou inexistante pour un grand nombre des personnes touchées. Dans ce contexte, il apparaît difficile de trouver une panoplie de traitements adaptés rapidement, et il n'y a pas de vaccin significativement efficace à l'été 2021.

Par ailleurs, les pays ne parviennent pas à s'entendre sur une coopération internationale rapide de gestion de crise. Dès lors, au printemps 2021, 50 % à 70 % de la population mondiale a été touchée, et la mortalité est importante sur tous les continents, quoique hétérogène en fonction des États et de leurs politiques sanitaires (jusqu'à 1 % de certaines populations nationales).

En France, le système sanitaire est sous tensions permanentes et régulièrement débordé jusqu'à fin 2021, en raison du manque de ressources médicales et humaines. Le confinement, interrompu le 11 mai, doit être remis en place quelques semaines plus tard suite à un fort rebond épidémique, notamment en raison des grands mouvements de personnes sur le territoire qui souhaitent retrouver leurs proches. Après une nouvelle accalmie à la fin juin, une troisième vague épidémique à compter de fin août-début septembre entraîne une nouvelle phase de confinement et une mortalité de nouveau forte, d'autant que les résistances sociales aux mesures de confinement s'accroissent et que le système sanitaire est de plus en plus affaibli. Dans ce scénario, la France pourrait connaître jusqu'à 300 000 décès attribuables au Covid-19 (avec, toutefois, un certain nombre de ces décès qui auraient quand même eu lieu en l'absence d'épidémie [4]) entre mars 2020 et décembre 2021.

Situation socio-économique France : économie de rationnement et de réquisition dans un climat insurrectionnel qui s'envenime tout au long de l'année 2021

Le maintien du confinement sur une période plus étendue que prévu provoque des conséquences psychosociales majeures : troubles psychologiques, violences domestiques, diminution de la cohésion sociale et de la confiance dans les autorités, troubles de l'ordre public et non-respect des consignes qui ralentissent d'autant la capacité à juguler l'épidémie. Dans ce contexte, les tensions surgissent de toutes parts et ne relèvent pas simplement d'une opposition de classes. De même, les conséquences économiques sont catastrophiques. La chute du PIB français est violente (jusqu'à moins 15 % en année pleine). En 2021, la croissance est atone. Cette chute résulte pour partie de la forte diminution de la consommation des ménages, qui ajournent notamment tous leurs achats importants (automobile, équipement, etc.) mais aussi des faillites successives de plusieurs acteurs économiques. Des pans entiers du système économique national sont à l'arrêt. Dès l'été 2020, l'État français est donc obligé de procéder à des nationalisations d'entreprises clefs. Il met aussi en place des réquisitions de la population et d'entreprises, et distribue des bons de rationnement. Pour contrer la baisse des revenus salariaux et la hausse du chômage (taux de chômage supérieur à 18 % à la mi-2021), le gouvernement institue un revenu minimum universel à partir du deuxième semestre 2021, comme filet de sécurité plus que par réelle ambition sociale. Dans ce cadre, les pratiques informelles, le travail au noir, les réseaux de solidarité locaux et les circuits courts se développent.

La cohésion sociale est nettement dégradée, avec une perte de confiance marquée envers les autorités politiques, scientifiques, administratives. On observe, en parallèle, une montée importante de mouvements populistes ou sécessionnistes. Le maintien de l'ordre est rendu difficile par des mouvements insurrectionnels, des manifestations violentes, notamment dans les territoires déjà sous tensions avant la crise sanitaire.

Pour répondre à l'ensemble de ces menaces, courant 2021, le gouvernement renforce certaines mesures mises en œuvre pendant la crise sanitaire, notamment le recours à l'application de traçage numérique qui devient progressivement obligatoire pour accéder à plusieurs lieux ou services. Dans un climat insurrectionnel, s'opère le glissement vers un État policier aux politiques de plus en plus sévères.

Situation européenne et internationale : crise économique majeure, dans un monde balkanisé et fracturé

Comme dans le scénario précédent, ce scénario envisage une crise économique systémique majeure à l'échelle internationale qui, dès l'été 2020, disloque le système financier. Quant à l'Union européenne, elle est, ici aussi, dépassée par la situation et incapable de répondre aux intérêts divergents de ses États membres. La communauté européenne menace d'éclater

[4] *Cf.* encadré « Estimer la mortalité due au Covid-19, un défi pour la statistique » (p. 18).

définitivement dès le printemps 2021. Par ailleurs, ce scénario n'envisage aucune reprise normale des flux de marchandises ou de personnes d'ici la fin 2021. La plupart des frontières restent fermées, malgré les pressions migratoires depuis les pays en développement qui se font de plus en plus fortes, notamment en Europe. Les crises sanitaires, économiques, politiques et sociales se multiplient, en effet, dans les régions déjà fortement précaires avant la crise. De nombreux coups d'État ont lieu. L'insécurité alimentaire et physique se développe alors que des groupes mafieux, terroristes et insurrectionnels profitent de la situation pour étendre leurs activités. Les organisations non gouvernementales internationales sont relativement démunies pour y faire face (pas d'aide, pas de ressources humaines).

« Cohésion internationale, pandémie maîtrisée, New Green Deal *européen »*

Situation sanitaire : pandémie contrôlée à l'automne 2020

Dans ce scénario, la pandémie est maîtrisée rapidement grâce à la combinaison de traitements efficaces et de mesures de tests systématiques, mais surtout grâce à une coopération forte de la communauté internationale. La propagation du virus est contenue dans les pays développés à la fin de l'été 2020, avec plusieurs pics régionaux, ce jusqu'au vaccin. En France, les débordements du système sanitaire restent localisés, et l'entraide entre les régions permet de soulager le personnel soignant et les autres métiers des première et seconde lignes, mis à rude épreuve. L'épidémie est progressivement ralentie au début 2021 dans les pays émergents. Ainsi, à l'été 2021, lors de la diffusion mondiale du vaccin, la mortalité du Covid-19 s'avère bien plus modérée que prévu (moins de 1 % des cas identifiés *in fine*). En France, le nombre de décès se situerait tout de même entre 60 000 et 100 000 [5].

Situation socio-économique France : casse limitée, relance en 2021 par une économie verte raisonnée et renouveau des solidarités nationales

Le contrôle de l'épidémie sur le territoire français a permis d'assouplir le confinement à partir du mois de mai, en relâchant progressivement la pression sur la population. Les tests sont disponibles à très grande échelle dès fin juin 2020 (plusieurs millions par mois avec la multiplication des sites de production). La politique de généralisation et de récurrence de tests (PCR et sérologiques) et les outils de suivi (*tracking*) et de confinement des foyers concernés et des personnes contacts permettent de contenir la pandémie dans la plupart des territoires. Cela modère les conséquences psychologiques et physiques de la quarantaine. Cependant, l'impact économique reste important, avec une chute du PIB de 2020 de 8 % et une reprise en 2021 de seulement plus 4,5 % qui ne permet pas de combler cette forte dégradation économique. Le nombre de chômeurs augmente (plus 1 million fin 2021, comparé au 1er janvier 2020, soit 11 % environ de la population active), notamment dans les secteurs les plus durement touchés (tourisme, hôtellerie, restauration, transports…), qui peinent à redémarrer. De fait, le gouvernement nationalise certaines des entreprises les plus affectées pour éviter leur effondrement. Toutefois, les achats ont été partiellement reportés, ce qui modère l'importance de la crise. De nouveaux services (e-sport, *streaming,* etc.) et de nouvelles pratiques de consommation (explosion de l'e-commerce…) s'ancrent suite au confinement et se développent.

Par ailleurs, l'État, les régions et les acteurs locaux se mobilisent fortement pour que la relance ne se fasse pas au détriment des enjeux de la transition écologique, enjeux d'autant plus prégnants que la pandémie mondiale a mis en lumière certaines faiblesses du système capitaliste mondialisé, et les risques à persister dans des dynamiques non durables du point de vue des écosystèmes et des ressources disponibles. Les mesures de relance ciblées à la fois sur les ménages les plus précaires, et le soutien fort à la transition écologique, permettent d'apaiser les

[5] *Cf.* encadré « Estimer la mortalité due au Covid-19, un défi pour la statistique » (p. 18).

revendications des écologistes et des populations vulnérables qui avaient initié les mouvements « gilets jaunes ». Le climat social tendu du printemps 2020 laisse progressivement place à une union nationale renouvelée autour des enjeux de reconstruction du pays, et à une structuration homogène des solidarités, grâce à l'implication des grandes associations et des bénévoles. Malgré les hostilités et voix dissonantes exprimées au cours du confinement au printemps 2020, la confiance dans l'État et les autres institutions publiques augmente progressivement, au rythme de l'amélioration de la situation sanitaire à l'automne 2020 puis tout au long de 2021. À l'échelle nationale, globalement, la crise Covid-19 a permis de redonner un élan collectif à la population française, qui se structure et s'étoffe tout au long de l'année 2021.

Situation européenne et internationale : une Union européenne renforcée, et les prémices de nouvelles coopérations internationales dès 2020

Par ailleurs, la forte coordination des instances financières et économiques internationales et européennes est décisive pour la reprise économique dès le premier semestre 2021, fortement axée sur des objectifs de restructuration sociale et écologique, dans une logique pragmatique d'autonomisation de l'Europe. En Europe, la Banque centrale (BCE) permet un financement monétaire transitoire direct des ménages et des entreprises, sans création de dette en contrepartie. Elle suit ainsi le modèle américain d'allocation directe mise à disposition des ménages les plus pauvres, instauré dès le mois de mars 2020. Cette réactivité et cette solidarité dont fait preuve la zone euro, marquent les esprits, la communauté européenne pourrait alors en sortir renforcée à plus long terme.

À l'échelle internationale, on observe une coordination forte et renouvelée des États sur les politiques monétaires, l'accès aux ressources scientifiques, et sur le développement de capacités régionales ou locales de production des tests, des vaccins, etc. Cette production se fait en accord entre les pays, de grandes entreprises, et leurs fondations (type Fondation Gates), ainsi que de grandes organisations non gouvernementales. Les bases de production de test et traitements se multiplient sur tous les continents, y compris à destination des pays émergents les plus en difficulté. À partir du mois de septembre 2020 sont mis en place des ponts alimentaires aériens ou maritimes pour réapprovisionner les régions dont les importations ont été interrompues par la fermeture de frontières. Par ailleurs, certains systèmes de gestion de crise sont refondus, comme les *pandemic bonds*, qui ont prouvé leur inefficacité.

L'inévitable : « Le retour de flamme »

Ce scénario n'est pas incompatible avec les précédents mais serait plus marqué dans le cas où le confinement national serait maintenu sur une durée plus longue qu'envisagé. Il serait aussi accentué si la surcharge des systèmes de soins perdure sur une longue période. Ainsi, il considère, à moyen-long terme, les conséquences de l'état d'urgence sanitaire sur :

1) les pathologies non-Covid-19 qui n'auront pas été traitées, générant une aggravation de certains cas, voire une augmentation de la mortalité de certaines maladies habituellement contenues ;

2) les impacts physiques et psychologiques du confinement sur la population nationale, qui connaît par exemple des épisodes plus ou moins importants de *stress* post-traumatique, de dépression ; on observe aussi une hausse des addictions, etc. ;

3) les impacts de la surcharge sur le personnel soignant lui-même, également confronté au *burn-out,* au *stress* post-traumatique, mais aussi au risque élevé de tomber malade du Covid-19.

Tous ces phénomènes résultent de la déréliction des services de santé sous pression de l'épidémie. Ils peuvent aussi renforcer progressivement cet affaiblissement du système de soins, au fur et à mesure que les pathologies, occultées par le Covid-19, se déclarent ou s'aggravent. Ils pourraient aussi participer à la dégradation du climat social. En effet, les soignants, se sentant

abandonnés, feraient alors partie des premiers à se mobiliser contre les politiques gouvernementales, soutenus par une partie de la population française, heurtée par la catastrophe sanitaire. De nombreux procès pourraient être intentés contre l'État pour non-assistance à personne en danger, par exemple en raison des difficultés à avoir recours aux soins, causées par la situation. L'impossibilité pour beaucoup de familles de faire un deuil convenable de leurs proches touchés par le Covid-19 crée une fracture sociale et psychologique de plus, entre ceux qui ont vécu cette situation et les autres. La forte dégradation psychologique affecte en profondeur le tissu social, avec de plus en plus d'individus significativement et durablement touchés par les effets du confinement et donc désengagés de leurs activités sociales, professionnelles, associatives ou familiales.

3. Microscénarios

Sous-système A - Covid-19 : évolution sanitaire mondiale (horizon : printemps 2021)

Les microscénarios proposés ici portent sur les perspectives sanitaires à l'échelle mondiale : rythme, ampleur, létalité du SARS-CoV2, mais également nature et temporalité des réponses proposées à l'échelle mondiale. Au total, 11 variables clefs ont été examinées. Des hypothèses sur leurs évolutions futures ont été proposées (*cf.* tableaux en annexe). Leur combinaison aboutit à trois scénarios. Au 20 avril, compte tenu des informations disponibles, c'est le microscénario A2 qui nous semble le plus probable.

Microscénario A1. Pandémie installée et catastrophe sanitaire globale (probabilité faible)

Ce scénario envisage une situation catastrophe dans laquelle tous les curseurs sont dans le rouge.

Le virus s'avère plus contagieux qu'estimé à la mi-mars 2020, atteignant aussi des personnes jeunes et sans comorbidité.

Aucun traitement satisfaisant n'est trouvé suite aux divers essais cliniques en cours. Les pays ne parviennent pas à s'entendre sur une coopération internationale de gestion de crise.

L'obtention d'un vaccin satisfaisant et accessible à tous avant la fin de l'année 2021 apparaît compromise, d'autant que de sérieux doutes apparaissent sur la possibilité de constituer une immunité individuelle. Un premier vaccin est toutefois testé au printemps 2021, mais seulement sur les populations qui peuvent se permettre de le payer.

Dans ce contexte, les mesures de confinement mises en place en Europe et aux États-Unis empêchent le développement rapide d'une immunité collective (si elle existe), ce qui, sur le long terme, favorise aussi le retour cyclique de la maladie. Par ailleurs, les mesures de confinement sont difficiles à mettre en œuvre dans les régions les moins développées, dont l'économie est fortement liée aux activités informelles et à la production locale. Au sein même des pays, les mêmes difficultés émergent. Elles obligent les autorités à composer avec des données psychosociales en plus des enjeux sanitaires pour décider des différentes stratégies à mettre en œuvre. Ces dilemmes nationaux et locaux entre « ouvrir ou contenir », et les décisions parfois contradictoires qui en découlent, ralentissent le contrôle de l'épidémie.

Au printemps 2021, 50 % à 70 % de la population mondiale a été touchée. La mortalité est forte dans tous les pays (jusqu'à 1 % de la population nationale), mais hétérogène en fonction de leurs politiques sanitaires et de l'acceptabilité sociale des mesures. La Corée du Sud, Hong Kong et Singapour font office d'exemples, en parvenant à contenir l'épidémie sur leur territoire, grâce, notamment, à leur insularité, à la fermeture de leurs frontières et aux mesures mises en place dès le début de la crise sanitaire (tels les tests systématiques effectués), mesures préparées ces 10 dernières années, sur la base des retours d'expérience des épidémies de coronavirus précédentes.

La situation internationale est chaotique car les pays connaissent des flux et reflux hétérogènes de l'épidémie. Cela les oblige à maintenir la fermeture des frontières.

Microscénario A2. Pays développés-forteresses, en attendant le vaccin (probabilité forte)

Entre mars 2020 et le printemps 2021, les pays développés alternent mesures non médicales de contrôle de l'épidémie (distanciation sociale, et confinement national ou régional) et reprise des

activités économiques et sociales. Cette stratégie *stop & go* leur permet de contenir la propagation du virus et de développer l'immunité de groupe (si elle existe), tout en limitant les impacts socio-économiques. En Europe, l'Allemagne s'illustre par sa forte capacité à gérer la crise sanitaire. Sans éviter le confinement, le pays parvient à en diminuer les conséquences économiques et sociales, et à rapidement soulager la population des restrictions les plus drastiques. L'Allemagne est, par ailleurs, le pays européen qui pratique le plus de tests et relance progressivement son économie dès avril 2020. À l'été 2020, la majorité des pays développés parvient enfin à contenir l'épidémie.

La probabilité de ce scénario pourrait être largement accrue si la propagation du virus apparaissait sensible aux changements de température, hypothèse encore fortement contestée.

Les systèmes sanitaires européens et américains sont encore sous le choc en juin et juillet 2020. La proportion de cas graves hospitalisés demeure importante. Cependant, un traitement est mis à disposition grâce à l'essai clinique européen Discovery. Il permet de soigner de plus en plus de patients à partir de fin décembre 2020. La mortalité n'a pas atteint les extrêmes prévus, mais une partie de la population la plus vulnérable (personnes âgées et personnes avec d'autres pathologies) a succombé. La crise a fait particulièrement de dégâts en Italie, en Espagne et aux États-Unis. La situation des Américains est proche de celle des pays en voie de développement (le coronavirus pourrait faire jusqu'à 200 000 morts aux États-Unis selon le docteur Anthony Fauci, conseiller de Donald Trump sur la pandémie).

Les avancées techniques sur les tests, réalisées en collaboration par des équipes de recherche européennes et américaines, permettent leur mise en place ciblée en mai 2020, puis leur systématisation progressive dès septembre 2020. Ces tests et les soins développés permettent de se préparer plus efficacement à la deuxième vague épidémique, en attendant le vaccin, qui devrait être mis sur le marché en avril 2021. Si le vaccin n'était pas disponible, une autre stratégie de généralisation massive des dispositifs de tests rapides et efficaces, permettant de circonscrire très rapidement les réémergences possibles de la contamination, offre aussi une sortie de crise probable à l'horizon 2021.

Dans ce scénario, les pays en voie de développement (certains pays africains, Inde, Asie du Sud-Est, Amérique du Sud…) qui ne bénéficient pas des mêmes avancées scientifiques et techniques que les pays développés, ni des coopérations entre États comme en Europe, sont largement touchés par l'épidémie. Pour eux, la crise sanitaire perdure jusqu'à l'automne 2021 pour certains, voire 2022 pour d'autres, quand suffisamment de vaccins sont produits et peuvent leur être distribués, ou grâce au développement d'une immunité de groupe. Dans ces pays, une grande partie de la population est touchée par le Covid-19. Mais ce sont aussi les chaînes d'approvisionnement alimentaire qui sont rompues, ainsi que les dispositifs d'aide internationale pour les zones en crise. Cette situation est d'autant plus tendue que certains pays, grands producteurs de céréales (riz en Birmanie, blé en Russie, etc.) ont mis en place des politiques de suppression des exportations ou de quotas. La mortalité est donc très forte car une grande partie des victimes sont des victimes collatérales du grippage des échanges internationaux en raison de la pandémie (voir la composante sur la situation internationale).

Les pays développés maintiennent durablement la fermeture de leurs frontières à toutes ces zones pour éviter toute source de contagion extérieure, à l'exception des quelques échanges commerciaux vitaux, pour assurer certaines chaînes d'approvisionnement. Les contraintes sur la mobilité des personnes sont fortes, soumises à des tests de contrôle, y compris entre régions, au sein des pays.

Microscénario A3. Pandémie maîtrisée à l'automne 2020 (probabilité moyenne)

Ce scénario envisage que l'épidémie soit contrôlée beaucoup rapidement dans les pays développés, comme dans le scénario précédent, dès le début de l'été 2020 grâce à la combinaison de traitements efficaces, de mesures de test systématiques et d'une adhésion de la population à un certain nombre de gestes barrières et de règles de distanciation sociale encore maintenus sur le moyen terme.

Dans les pays en développement, l'épidémie est progressivement ralentie au début de l'automne 2020, grâce à une forte mobilisation de la communauté internationale, qui vient soutenir les efforts des pays les plus fragiles.

Ainsi, la mortalité du Covid-19 s'avère bien plus modérée que prévu (moins de 1 % des cas identifiés *in fine*). L'immunisation est finalement définitive, ce qui permet de contenir les rebonds épidémiques jusqu'à l'obtention d'un vaccin, à l'été 2021.

Sous-système B - Crise sanitaire et sa gestion en France (horizon : printemps 2021)

Les microscénarios proposés ici portent sur la situation sanitaire en France. Les six variables considérées (voir tableau de travail en annexe) sont 1) l'évolution de la capacité d'accueil en soins intensifs ; 2) les politiques sanitaires françaises envisagées sous trois angles : la durée du confinement, la stratégie de sortie du confinement, les critères de sélection des malades Covid-19 et non-Covid-19) ; 5) les capacités matérielles de l'État à faire respecter les mesures de confinement et de distanciation sociale ; et enfin 6) les conséquences psychologiques et physiques du confinement et du pic épidémique sur la population générale et les soignants.

La combinaison des hypothèses proposées sur ces variables aboutit à trois microscénarios. Le plus probable au regard de la situation au 20 avril est le microscénario 2.

Microscénario B1. Débordement majeur du système de soins (probabilité faible)

Le système sanitaire français connaît un débordement national à partir de mi-avril 2020 et jusqu'à la fin de l'été 2020 en raison de :

— l'impossibilité d'augmenter le nombre de soignants, dont une partie est par ailleurs progressivement dans l'incapacité d'exercer car infectée par le Covid-19 ;

— l'impossibilité de répondre suffisamment rapidement aux pénuries de médicaments vitaux, à la fois d'accompagnement de la maladie pour les patients en réanimation (curare, sédatifs, etc.) et certains traitements essentiels aux autres pathologies (antibiotiques, traitements pour les maladies cardio-vasculaires…) ;

— des difficultés éventuelles à accroître suffisamment le nombre de lits disponibles et l'équipement en soins intensifs, qui se font ressentir à l'été 2020, notamment dans le cas d'une augmentation très forte des patients en réanimation dans les régions françaises encore faiblement touchées par l'épidémie fin mars 2020.

Dans ces conditions, les délais des soins dépassent la moyenne actuelle de trois semaines. Le nombre de morts s'accroît fortement, suivant une dynamique à l'italienne. Dans ce contexte, les critères de sélection des malades se durcissent. Cette médecine de catastrophe cause aussi la mort ou l'aggravation de pathologies non liées au Covid-19, peu ou pas soignées, voire non détectées.

Cette situation critique oblige à réitérer le confinement de la majeure partie de la population tel que pratiqué depuis la mi-mars après une brève relaxe autour du 11 mai 2020. Les capacités

trop faibles de tests ne permettent pas, en effet, de reprendre une activité sociale et économique sans risquer de nouveaux pics épidémiques. On envisage même un nouveau confinement plus strict et plus long, en cas de rebond épidémique fin août-début septembre 2020.

Les conséquences psychosociales sont majeures :

— augmentation de la prévalence de troubles psychologiques chez les citoyens confinés et chez les soignants soumis à une pression forte et constante ;

— augmentation des cas de violence domestique (+ 36 % en Seine-Saint-Denis, par rapport à la situation pré-crise, au cours des trois premières semaines de confinement seulement, en mars 2020) ;

— troubles de l'ordre public et non-respect des consignes qui ralentissent d'autant la capacité à juguler l'épidémie ;

— situation critique dans les centres de détention, dans les foyers de protection de l'enfance, etc.

De même, les répercussions économiques sont catastrophiques.

Après une accalmie, une troisième vague épidémique à partir de septembre entraîne une nouvelle phase de confinement et une mortalité de nouveau forte. Les résistances sociales aux mesures de confinement s'accroissent et le système sanitaire est de plus en plus affaibli. À la fin de l'année 2020, le bilan sanitaire est catastrophique (jusqu'à plus de 30 millions de personnes touchées en France, entre 230 000 et 300 000 morts, sans préjuger de la part exacte de surmortalité [6]). À partir de début 2021, l'immunité de groupe (si elle existe) entraîne une sortie progressive de l'épidémie ou les traitements s'il n'y a pas d'immunité, mais plus tardivement dans ce cas (été 2021).

Estimer la mortalité due au Covid-19, un défi pour la statistique

La mortalité liée au Covid-19 est une donnée complexe sur le plan statistique car elle suppose de connaître et de pouvoir cumuler le nombre de décès en milieu hospitalier et assimilés, en maisons de retraite et centres médico-sociaux, à domicile — avec des incertitudes majeures sur l'attribution Covid-19 à ces derniers —, ainsi que les effets indirects, comme l'impact de la crise sur les autres pathologies moins ou non traitées (infarctus, cancers non détectés…). L'appréciation par la surmortalité dans les mois à venir permettra de donner des ordres de grandeur d'ensemble.

La mortalité est aussi très dépendante de variables aux évolutions incertaines : la population exposée (notamment l'ampleur de la diffusion dans l'ensemble des territoires et part des personnes asymptomatiques, qui pourrait aller de 30 % à 75 %), les facteurs de comorbidité, l'importance de la population immunisée, la disponibilité de traitements et leur plus ou moins grande efficacité, la congestion du système sanitaire des traitements lourds (pics et / ou épuisement des soignants).

En raison de la complexité de ces variables et de l'hétérogénéité des situations nationales et territoriales, les estimations ont ici été réalisées pour le territoire français et sont données **comme ordre de grandeur seulement.**

Dans les scénarios les plus pessimistes, l'hypothèse du nombre de personnes touchées dépasse les 50 % (en année pleine), avec des difficultés cumulées : faible efficacité des mesures de déconfinement, absence de traitement aux effets significatifs, engorgement récurrent voire continu du système de santé et épuisement des personnels soignants, impact sur les autres pathologies qui ne sont pas détectées ou soignées. Dans ce cas, avec une hypothèse de mortalité variant de 0,7 % à 1 % et en y ajoutant les effets indirects, le nombre de décès se situerait entre 230 000 et 300 000 en année pleine, avec cependant une part significative de ces décès qui auraient eu lieu dans tous les cas de figure.

Dans le scénario le plus optimiste, l'hypothèse est celle de 20 % à 30 % de la population française touchée sur un cycle d'un an (mars 2020 à mars 2021). Sans engorgement majeur du système de santé, avec des effets mesurés sur les autres risques sanitaires, avec des mesures fortes de distanciation sociale, de limitation des déplacements, la généralisation des tests à partir de l'automne 2020 et le confinement des personnes fragiles, mais sans disponibilité d'un vaccin avant mi-2021. Dans ce cas, au regard des incertitudes scientifiques et en fonction de la

[6] *Cf.* encadré « Estimer la mortalité due au Covid-19, un défi pour la statistique ».

qualité des traitements, le taux de mortalité pourrait se situer entre 0,5 % et 1 % ; soit entre 60 000 et 150 000 décès en année pleine.

Une autre trajectoire plus optimiste pourrait résulter d'une proportion beaucoup plus importante de patients porteurs du virus ou d'anticorps sans symptômes, pouvant atteindre 60 % à 75 % de la population, auquel cas le taux de mortalité pourrait être compris entre 0,3 % et 0,4 %, sur un cycle d'un an (soit un total d'environ 60 000 décès).

Microscénario B2. Débordements chroniques régionaux de plus en plus atténués (probabilité forte)

Dans ce scénario, le système sanitaire français connaît des débordements localisés, du mois d'avril jusqu'à mi-mai 2020. À cette date, le confinement débuté le 17 mars 2020 produit enfin ses effets sur la propagation de l'épidémie. Les régions n'étant pas touchées de manière homogène, les soignants se relaient dans les zones où les surcharges sont les plus importantes, ce qui permet de soulager la pression physique et psychologique sur le personnel de santé. À ce titre, l'aide apportée par l'Allemagne pourrait renforcer les relations franco-allemandes.

La hausse des capacités d'accueil en soins intensifs, la croissance rapide du dépistage (généralisation des tests en septembre 2020), la dynamique de propagation du virus efficacement ralentie et l'isolement des personnes vulnérables permettent de contenir la majeure partie de l'épidémie à l'échelle nationale, et d'envisager une reprise très progressive des activités durant l'été 2020, en attendant le vaccin. Le confinement est donc progressivement assoupli à partir du mois de mai, pour permettre des respirations sociales et économiques, ce qui modère les conséquences psychologiques et physiques du confinement sur la population française.

N.B. : il n'apparaît pas aujourd'hui envisageable de tester la plus grande partie de la population avant l'automne 2020. La disponibilité des tests d'ici juin permettrait quelques centaines de milliers de tests par mois à partir de juin seulement. La levée du confinement s'effectuerait donc bien progressivement, et de manière différenciée, possiblement en fonction :

1) des régions (avec un fort contingentement des déplacements entre régions particulièrement touchées et les autres) ;

2) des risques individuels ou de groupes (personnes âgées, en EHPAD, personnes atteintes par d'autres pathologies, etc.) ;

3) des résultats aux tests PCR ou sérologiques (les séropositifs non contagieux étant autorisés à reprendre leurs activités ainsi que les individus non touchés présentant des risques faibles et / ou exerçant une activité nécessaire à la vie économique et sociale [7]. Ces professions pourraient à ce titre être testées en priorité).

Plusieurs mesures fortement contraignantes sont maintenues pour le dernier trimestre 2020 : limitation des réunions collectives, généralisation du port du masque, tests pour mener certaines activités, maintien des populations fragiles à domicile, limitation des déplacements (mais possibilité de vacances en lieu fixe et à proximité).

Cette stratégie ciblée (aussi adoptée ailleurs en Europe et aux États-Unis) permet d'éviter de nouveaux pics épidémiques, jusqu'à la généralisation des dispositifs de tests rapides et récurrents (PCR et sérologiques) permettant de circonscrire très rapidement les réémergences possibles avec traçage et confinement ciblé des foyers concernés, puis de la mise sur le marché du vaccin au printemps ou à l'été 2021, si celui-ci est disponible et efficace.

[7] Services sociaux, secteurs associatifs, secteurs de la construction et du bâtiment, services de base, etc.

Dans ce scénario, la situation dans certains territoires d'outre-mer reste toutefois fortement préoccupante, en raison de la surcharge sanitaire de services de soins déjà en difficulté et au sein d'une population âgée (notamment La Réunion, Mayotte…). Par ailleurs, le trafic aérien fortement ralenti a aussi un impact important sur l'état sanitaire, social et économique de ces régions, aggravant leur isolement.

Le système de santé connaît des pics de surcharge chroniques jusqu'au vaccin au printemps 2021, pics de mieux en mieux gérés à partir de septembre 2020, lorsque la disponibilité des tests et les capacités d'accueil en soins intensifs sont enfin adaptées à l'ampleur de la crise. La mortalité est finalement plus faible que celle donnée à voir au début de la crise, mais reste importante, notamment au sein des populations vulnérables (60 000 à 150 000 décès en France, en fonction de l'efficacité du confinement, et des différentes politiques sanitaires possiblement mises en œuvre) [8].

Microscénario B3. Le retour de flamme (probabilité forte mais impact variable selon la durée et la chronicité de la surcharge des services de soins et des mesures de confinement)

Horizon 2021-2022 (plus long terme)

Ce scénario n'est pas incompatible avec les précédents, mais serait plus marqué dans le cas où le confinement national serait maintenu sur une durée plus longue qu'envisagé. Il serait aussi accentué si la surcharge des systèmes de soins perdure sur une longue période. Ainsi, il considère à moyen-long terme les conséquences de l'état d'urgence sanitaire sur :

1) les pathologies non-Covid-19 qui n'auront pas été traitées, générant une aggravation de certains cas, voire une augmentation de la mortalité de certaines maladies habituellement contenues ;

2) les impacts physiques et psychologiques du confinement sur la population nationale, qui connaît par exemple des épisodes plus ou moins importants de *stress* post-traumatique, de dépression, etc. ;

3) les impacts de la surcharge sur le personnel soignant lui-même, aussi confronté au *burn-out,* au *stress* post-traumatique, mais aussi au risque élevé de tomber malade du Covid-19.

Tous ces phénomènes résultent de la déréliction des services de santé sous pression de l'épidémie. Ils peuvent aussi renforcer progressivement cet affaiblissement du système de soins, au fur et à mesure que les pathologies se déclarent ou s'aggravent. Ils pourraient aussi participer à la dégradation du climat social. En effet, les soignants, se sentant abandonnés, feraient alors partie des premiers à se mobiliser contre les politiques gouvernementales, soutenus par une partie de la population française, heurtée par la catastrophe sanitaire. De nombreux procès pourraient être intentés contre l'État pour non-assistance à personne en danger, par exemple en raison des difficultés à avoir recours aux soins, causées par la situation. L'impossibilité pour beaucoup de familles de faire un deuil convenable de leurs proches touchés par le Covid-19 crée une fracture sociale et psychologique de plus, entre ceux qui ont vécu cette situation et les autres. La forte dégradation psychologique affecte en profondeur le tissu social, avec de plus en plus d'individus significativement et durablement touchés par les effets du confinement et donc désengagés de leurs activités sociales, professionnelles, associatives ou familiales.

[8] *Cf.* encadré « Estimer la mortalité due au Covid-19, un défi pour la statistique », *supra*.

Sous-système C - Situation économique, sociale et politique en France (horizon fin 2021)

Ce sous-système porte sur les impacts économiques, sociaux et politiques de la crise en France, mais prend en compte des données européennes et internationales. Il est composé de 22 variables, réparties en deux champs :

— « Économie et filières », constitué de 5 microscénarios. Dans cette composante, le microscénario 3 apparaît le plus probable, à date de mise à jour de ce document, le 20 avril 2020. Le microscénario 1, fortement couplé au 2 est le plus souhaitable.

— « Climat social et politique », composé de 3 microscénarios. Le microscénario 2 semble le plus probable. Le microscénario 1 est le plus souhaitable.

C1. Économie et filières

Microscénario C1.1. Casse limitée

Dans ce microscénario, l'été et l'automne 2020 sont encore fortement marqués par les impacts du confinement, qui a arrêté ou fortement ralenti la quasi-totalité des activités économiques et sociales. La reprise nationale est progressive, à partir de janvier 2021, et suit le modèle des idéologies et pratiques pré-crise. Elle est fortement pilotée par l'État. Le rattrapage est lent mais perceptible à partir de mi-2021 (moins 8 % à moins 12 % du PIB en 2020, puis reprise du cours normal en sortie d'épidémie au printemps 2021, plus 4,5 % de croissance en 2021 par rapport à 2020).

Les impacts sont importants sur l'emploi (plus 1 à 1,5 million de chômeurs en 2021 par rapport à 2020, soit un taux de chômage de 11 % à 12 %) et certaines filières peinent à se remettre (tourisme, hôtellerie, restauration, culture, transports, BTP…). Toutefois, l'État tient ses promesses de soutien et de revalorisation des secteurs les plus précaires. Il parvient ainsi à contenir les impacts les plus négatifs, et peut-être à revenir à la situation de l'emploi pré-crise à la toute fin de l'année 2021. Les aides sont restructurées autour d'objectifs sociaux renouvelés, notamment pour venir soutenir les indépendants et intermittents, durement et durablement touchés par la crise. Plusieurs acteurs privés abondent dans le sens de ces initiatives, en approvisionnant les fonds de solidarité, notamment les assureurs (la Fédération française de l'assurance [FFA] y contribue à hauteur de 250 millions d'euros dès avril 2020 et poursuit ses contributions).

L'élan de mobilisation nationale autour des secteurs en première et deuxième lignes (afflux de volontaires dans les milieux hospitaliers, dons d'acteurs privés et de particuliers, etc.) se poursuit. Il est aussi encouragé par les entreprises qui ont les moyens d'accompagner les transitions de trajectoires socioprofessionnelles (grâce à des offres de formation notamment, mais aussi des programmes d'échanges de salariés entre entreprises). Ces dynamiques permettent ainsi de mobiliser les inactifs et les nouveaux chômeurs. À ce titre, l'initiative de Pôle emploi d'ouvrir une plate-forme de recrutement spécifique pour les secteurs clefs et avec des démarches fortement simplifiées, mise en place dès le début du confinement en mars 2020, fait office de référence et est répliquée par de nombreux acteurs. Les filières clefs connaissent donc une pénurie de main-d'œuvre limitée.

Par ailleurs, grâce à l'ensemble de ces décisions, la confiance des ménages est relativement assurée. Malgré la diminution importante des revenus, cela permet un report partiel de la consommation à la fin du confinement. En parallèle, se sont multipliés et renforcés une quantité de nouveaux services en ligne, proposés par des acteurs qui ont pris l'initiative, dès mars 2020 puis dans les mois qui suivent, de recomposer leurs offres pour répondre aux nouvelles exigences et précautions sanitaires (e-commerce, livraison, culture en ligne, *streaming*, etc.).

Ces services permettent aussi de diminuer les impacts de la crise sur l'économie réelle en venant soutenir certaines PME, petits producteurs ainsi que le secteur culturel.

À l'échelle européenne et internationale, la situation économique et financière se stabilise. La crise du capital, fortement crainte, est finalement évitée, notamment grâce à une coopération importante entre acteurs financiers. La BCE, par exemple, met en place et maintient sur le temps long des mesures exceptionnelles de soutien des acteurs de l'économie réelle, ce qui conforte la confiance des acteurs financiers et permet d'éviter une fonte des actifs. Le reflux progressif de la menace épidémique, enfin, permet une reprise prudente des transferts de personnes et de marchandises (mais pas du tourisme qui reste encore très ralenti, si ce n'est de manière ponctuelle, et encadré dans l'enceinte nationale), notamment entre pays européens, ce qui permet d'éviter que les filières d'approvisionnement et de vente soient trop fragilisées.

Toutefois, les problématiques environnementales sont fortement mises de côté dans ce microscénario, dans des logiques d'économie. Cela fait peser de nombreuses inquiétudes à moyen-long terme sur les nouvelles crises de grande ampleur que pourrait connaître le pays (hausse des températures, pénurie de matières premières, *stress* hydrique, autres maladies exogènes, etc.). Plusieurs voix s'élèvent à l'échelle nationale et internationale pour rappeler que le retour à un capitalisme productiviste (mondial ou non) n'est ni raisonnable ni souhaitable.

Microscénario C1.2. Économie verte raisonnée

Ce microscénario envisage une trajectoire de reprise économique similaire à celle du micro-scénario 1, mais fortement axée, dans ce cas, sur la transition écologique, sous toutes ses formes.

Ainsi, la crise sanitaire est l'occasion de mettre en œuvre, ou de de développer, plusieurs grands chantiers de modernisation, alignés avec les exigences qu'imposent la lutte contre le changement climatique et ses conséquences, et plus largement la nécessité de protéger la biodiversité dont la dégradation est considérée comme l'une des causes de l'émergence du Covid-19. L'État, les régions, les entreprises et les acteurs locaux se mobilisent massivement pour que la relance ne se fasse pas au détriment des enjeux de la transition écologique, enjeux d'autant plus prégnants que la pandémie mondiale a mis en lumière les faiblesses du système capitaliste mondialisé, et les risques à persister dans des dynamiques de productivité et de rendement méprisant les écosystèmes et les ressources disponibles.

De fait, ces politiques résultent d'un réel pragmatisme. La situation a prouvé l'importance de l'autonomie nationale en matière de production dans des secteurs stratégiques (agroalimentaire, médical, etc.). À l'automne 2020, au moment de la préparation du budget 2021, sont proposés plusieurs grands changements dans ce sens, au travers d'un plan de relance général et ambitieux, aligné avec un certain nombre de mesures déjà esquissées précédemment. Dans le domaine agricole, par exemple, la relocalisation de l'agriculture est fortement engagée, pour accroître la résilience du pays. Cette stratégie prend aussi en considération les mesures sociales nécessaires à la mise en œuvre d'une telle politique, notamment pour accompagner les transitions professionnelles, condition *sine qua non* pour accroître la main-d'œuvre disponible dans le secteur. La même volonté politique s'exprime dans le domaine de l'industrie.

Ce mouvement de relocalisation plus écologique est soutenu par une partie croissante de la population qui, soudainement sensibilisée, réoriente sa consommation et son épargne vers des produits locaux et des pratiques plus raisonnées. Les appels à la frugalité déjà présents dans les milieux et discours écologistes s'accentuent, prônant un développement des pratiques de consommation modérée et une réorganisation des priorités d'achat (moins d'équipement électro-ménager, pas de voiture, etc.). D'ailleurs, les pouvoirs publics et les compagnies de transport profitent de la situation pour relancer des systèmes de transports plus adaptés aux exigences de la transition écologique. De nombreux réseaux régionaux sont développés ou

redéployés, par la SNCF par exemple, ce qui permet aussi de redynamiser l'économie du secteur en proposant de nouvelles offres de transports collectifs locaux.

L'épargne, quand elle existe, est très progressivement réorientée vers des fonds éthiques (comme la Nef) ou bien investie dans des projets locaux de l'économie sociale et solidaire (via des plates-formes de *crowdlending* qui préexistaient à la crise).

Les politiques de l'Union européenne (UE) encouragent aussi fortement à suivre cette trajectoire, dans une logique de résilience de la communauté européenne et d'anticipation des risques climatiques et environnementaux à venir, dont le Covid-19 a été un « avant-goût ».

Microscénario C1.3. Économie en dents de scie

Dans ce microscénario, l'impact sur l'économie réelle de la crise sanitaire a été beaucoup plus fort qu'anticipé en 2020 (moins 12 % à moins 15 % du PIB). Le rebond, dès le début 2021, pourrait aussi être plus important que les prévisions en date d'avril 2020 (plus 5 % à plus 10 % du PIB par rapport à 2020). Mais il est, de fait, insuffisant pour absorber la récession économique connue par le pays. Par ailleurs, la situation sanitaire n'étant pas stabilisée, les retours épidémiques récurrents obligent à pratiquer une activité économique en dents de scie, ce qui limite la reprise, dans certains secteurs en particulier.

De fait, le taux de chômage augmente très fortement (jusqu'à 2 millions de chômeurs en plus en 2021, soit près de 15 % de la population française), mais de manière inégale en fonction des domaines d'activité. L'État, incapable de tenir l'ensemble de ses engagements financiers, redirige ses aides seulement vers les secteurs les plus essentiels (réseaux, santé, agroalimentaire, etc.), notamment parce que, la mobilité internationale n'étant pas rétablie, de fortes craintes pèsent, dès l'automne 2020, sur les filières d'approvisionnement et donc sur des possibles risques de pénurie. Fin 2020, certains secteurs s'effondrent alors totalement ou partiellement, notamment l'hôtellerie, le tourisme, la restauration, la culture, le bâtiment, notamment pour le gros œuvre. L'e-commerce et les services de livraison sont, en revanche, en partie épargnés, malgré les forts ralentissements causés par les restrictions de circulation. Les régions et entreprises sont appelées à jouer un rôle plus important pour pallier les manquements de l'État, mais elles n'ont pas toutes les mêmes leviers financiers, ce qui participe à la fracturation des situations économiques à l'échelle du pays.

Conjointement à ce phénomène, de fortes disparités s'observent aussi dans la disponibilité et l'accompagnement de la main-d'œuvre en fonction des secteurs. Les mesures de distanciation sociale qu'impose la menace du virus sur le temps long conduisent à de vives situations de tensions dans certaines entreprises et services publics, où les employés ou fonctionnaires, inquiets pour leur santé, usent de leur droit de retrait, par exemple dans l'industrie, l'éducation, ou le transport. À l'inverse, certaines entreprises s'en sortent mieux car elles peuvent maintenir le télétravail. Toutefois, le travail présentiel reprend progressivement en 2021, avec la mise en place d'un certain nombre de mesures d'hygiène et de distanciation sociale. À l'inverse, les secteurs où le télétravail avait permis de maintenir une activité quasi normale en 2020 commencent à peiner en 2021, car plusieurs d'entre eux dépendent de la capacité du travail productif concret à dégager des marges (comme pour les *designers* par exemple). Ainsi, la possibilité de télétravailler ne permet pas à tous ceux qui le peuvent de garantir leurs revenus.

Quant aux métiers des première et seconde lignes, ils sont aussi durement affectés. Les soignants ont bien été valorisés pendant et après la crise, mais ils se retrouvent fortement éprouvés psychologiquement et physiquement à l'automne 2020. Ils sont nombreux à démissionner. Cette importante diminution de personnel qualifié interroge sur les capacités à faire face à de possibles rebonds épidémiques à venir au cours de l'année 2021. En parallèle, les plus précaires (dans les secteurs de la distribution alimentaire, du nettoyage, de la gestion des déchets, de la livraison, etc.) continuent à se mettre en danger pour assurer leurs revenus,

avec un effet délétère sur le climat social. Beaucoup ne disposent pas de contrats salariés mais doivent acquérir le statut d'indépendants. Le nombre d'autoentrepreneurs se multiplie car de plus en plus d'entreprises font faillite.

Il y a donc un découplage marqué entre actifs sur-sollicités, parfois au détriment de leur santé, et inactifs, certains en situation économique fragile. En l'absence de moyens de formation, et sans soutien public fort, la main-d'œuvre inactive n'est pas réorientée efficacement vers les entreprises les plus en demande.

Les revenus diminuent et les individus craignent pour l'avenir. La consommation globale diminue donc, même à la sortie du confinement, d'autant plus que certains postes de dépenses restent inexistants bien après l'été 2020, et que de nouvelles situations de confinement pourraient être appelées à se répéter.

À l'échelle européenne et internationale, le système financier bascule progressivement dans une crise importante, qui se propage depuis l'économie réelle, affectant aussi l'épargne et la confiance des acteurs. L'Union européenne apparaît affaiblie, incapable de mener une politique coordonnée pour l'ensemble des pays. Dès l'automne 2020, un resserrage de la coordination autour de la zone euro se fait ressentir, avec un risque pour certains pays d'être laissés sur le banc de touche.

Microscénario C1.4. Économie de rationnement

Ce microscénario envisage une crise systémique économique et financière, *a minima* nationale mais potentiellement mondiale et majeure, dès l'été 2020. Le PIB de 2020 a connu une diminution de 15 % et sa croissance est nulle en 2021, notamment parce que l'épidémie se poursuit et pèse durablement sur les activités sociales et économiques, aux échelles nationales et internationale.

Les impacts sont majeurs sur l'emploi, la hausse du taux de chômage est dramatique (3 millions de chômeurs supplémentaires en 2021, soit 18 % de la population au chômage), y compris dans les secteurs qui avaient été initialement les moins touchés par la crise. Les revenus et la consommation baissent. Plusieurs entreprises font faillite et l'État est obligé de nationaliser certaines filières stratégiques. Pour les entreprises qui peuvent ou doivent encore fonctionner, la pénurie de main-d'œuvre inquiète fortement. Ainsi, certains secteurs ont perdu leurs forces vives (agriculteurs durement touchés en raison de la moyenne d'âge, personnel soignant en crise psychologique et physique) et il n'existe pas de dispositif de formation et de recrutement efficace pour faire face. Par ailleurs, les filières d'approvisionnement, de production, de vente n'ayant pas repris, ni à l'échelle nationale ni à l'échelle européenne ou internationale, certains produits font défaut (par exemple des équipements importants pour les entreprises ou des matières premières). Pour faire face aux fermetures entre régions, les circuits courts sont privilégiés. L'État se voit forcé de mettre en place une économie de rationnement pour anticiper les pénuries concernant certaines denrées alimentaires et équipements à la fin 2020. À l'hiver 2021, le gouvernement crée aussi une Réserve citoyenne nationale obligatoire, à l'image de la réserve militaire. L'objectif est de fortement mobiliser une partie de la population française (notamment les plus jeunes et inactifs), sur des postes non ou peu rémunérés dans des secteurs en tension. Le gouvernement envisage aussi un revenu universel à partir de janvier 2021, plutôt comme filet de sécurité que comme politique de relance ambitieuse.

Le pays connaît une trajectoire socio-économique qui s'apparente à celle de la Grèce en 2008. Dès la fin 2020, une économie informelle sur la base de troc et de travail au noir se développe fortement. Les solidarités s'organisent à une échelle hyperlocale : entre petits producteurs et artisans, et population locale, mais aussi entre voisins. En revanche, les individus sont plus vulnérables aux risques de santé, du fait d'un affaiblissement des services de soins et des capacités de soutien du système de sécurité sociale.

L'Union européenne, elle, ne résiste pas à la crise et se délite progressivement tout au long de l'année 2021. La zone euro éclate, sous l'impulsion des pays nordiques qui refusent de payer pour les pays latins, ou des pays latins qui exigent que les pays nordiques paient…

Microscénario C1.5. Économie informelle et territorialisée (non exclusif)

Ce microscénario n'est pas exclusif des précédents et pourrait se combiner avec chacun d'eux. Il pourrait toutefois être plus prégnant dans le cadre du microscénario 4, si l'économie nationale s'effondrait, si l'État retire ses aides et si les revenus diminuent. Cette situation laisserait plus de place aux pratiques informelles, au travail au noir, aux réseaux de solidarité locaux, aux circuits courts, dans une logique de survie. Il pourrait aussi être plus prégnant dans le cadre du microscénario 1, si la relance de l'économie sur des modèles pré-crise était mal perçue par une partie de la population française, fortement mobilisée pour une réelle transformation des pratiques économiques et contre un « retour à la normale » du capitalisme mondialisé.

Cette économie informelle pourrait prendre des formes différentes selon les territoires. Si elle se développe et devient un des moyens de résister à la crise, elle pourrait s'accompagner (progressivement ou brutalement) :

— d'un exode accru des populations aisées vers les campagnes ou villes moyennes ;

— d'une disparité entre territoires des précaires (certains espaces métropolitains délaissés par les riches) et territoires où se construit une nouvelle ruralité.

C2. Climat social et politique

Microscénario C2.1. Cohésion démocratique

Dans ce microscénario, la crise laisse progressivement place à une forme d'union nationale croissante et une structuration homogène des solidarités. Malgré les hostilités et voix dissonantes exprimées au cours du confinement au printemps 2020, la confiance dans l'État et les autres institutions publiques augmente progressivement, au rythme de l'amélioration de la situation sanitaire dès l'été 2020, puis tout au long de 2021.

Sur le plan de la gestion de crise sanitaire et économique, le gouvernement réussit en effet à imposer une marche à suivre qui apparaît cohérente aux différents membres du corps social. Sur le plan économique, celle-ci repose, entre autres, sur le respect des engagements forts pris au début de la crise en mars et avril 2020. Ainsi, l'État mobilise les moyens nécessaires pour remercier et revaloriser tous les membres des secteurs en première et seconde lignes. Il accompagne par ailleurs les plus précaires, soutient les grandes associations et renforce ou instaure de nouveaux acquis sociaux, ce qui permet de stabiliser la confiance dans les institutions régaliennes. Cette confiance est aussi cruciale pour assurer le respect de la loi et des diverses mesures sanitaires qui doivent être maintenues sur le temps long. Elle est donc réciproquement fondamentale pour contrôler au mieux les risques de reflux épidémiques, en s'appuyant sur la responsabilisation de chacun.

La stabilisation de la situation à la fin 2020 et le sentiment d'unité participent à, et viennent aussi des nombreuses initiatives de solidarités conduites par tous les acteurs du corps social, pendant et après la crise. Ainsi, de nombreux individus, associations, entreprises, mais aussi corps de métier (comme l'armée) se sont mobilisés pour maintenir les liens et les soutiens entre générations, entre communautés, et pour les minorités vulnérables. Outre la multiplication des aides aux personnes âgées isolées, de nombreux acteurs privés ou publics s'engagent pour permettre un accès le plus équitable possible à l'enseignement par exemple, élément clef pour résorber l'impact de la fermeture des écoles et des universités sur les inégalités sociales. À l'échelle individuelle, la période de confinement a permis à de nombreuses personnes de redéfinir leurs engagements pour la collectivité et d'y retrouver un sens nouveau. Ainsi, pour

de nombreux inactifs, le travail a retrouvé son sens social, au-delà de l'économie, et beaucoup se mobilisent pour venir en aide dans les secteurs clefs en manque de main-d'œuvre.

Ce climat social en cohésion permet aussi de faire face à certains risques générés par la crise, comme l'augmentation de certaines pathologies psychologiques ou les *burn-out* au sein du personnel soignant et des autres professions fortement mobilisées durant la crise, soulagées par la mise en place de réseaux de solidarité. Dès lors, les mouvements sociaux restent peu nombreux et retrouvent une trajectoire pré-crise, les partis politiques et syndicats traditionnels sont renforcés car leurs organisations sont aptes à se saisir de ces revendications.

À l'échelle nationale, globalement, la crise Covid-19 a permis de redonner un élan collectif à la population française, qui se structure et s'étoffe tout au long de l'année 2021.

Microscénario C2.2. Stratification renforcée et État isolé

Ce microscénario envisage un découplage de plus en plus marqué des trajectoires entre territoires, catégories socioprofessionnelles, et individus sous pression d'une crise qui avive les dissensions, les inégalités et les fractures qui lui préexistaient.

Ainsi, à l'échelle de l'appareil gouvernemental, une désarticulation progressive du pouvoir politique et de l'outil administratif fragilise fortement le gouvernement qui a de plus en plus de difficulté à faire appliquer ses décisions et ses ambitions dès la fin du printemps 2020. Des collectivités territoriales s'émancipent plus ou moins largement et investissent certains champs régaliens à partir de janvier 2021.

Par ailleurs, la gestion de crise erratique et désordonnée limite l'effectivité des diverses mesures de contrôle de l'épidémie, qui connaît donc des retours réguliers sur le territoire, jusqu'à l'obtention d'un vaccin généralisé à l'été 2021 ou le développement d'une immunité de groupe. L'application différenciée des restrictions des droits et libertés en fonction des régions ou des populations, sur la base de justifications essentiellement économiques, participent d'une stratification de la France, entre les privilégiés et les plus démunis notamment. Ainsi, le gouvernement, certaines régions, voire certaines municipalités ou fournisseurs de services imposent des contrôles particuliers pour les populations jugées plus à risque (personnes âgées, ou présentant des facteurs de comorbidité par exemple), et ce malgré les tentatives de l'État d'homogénéiser les mesures à l'échelle nationale. Ces dernières voient leurs droits et libertés réduits plus longtemps que les autres bien après janvier 2021.

À l'inverse, un relâchement voire une perte de contrôle a lieu sur certains territoires dès l'été 2020. Ces derniers s'avèrent intenables, soit parce que la population résiste fortement (dans les quartiers défavorisés, il est particulièrement difficile d'imposer aux personnes les plus vulnérables de se plier aux mesures qui apparaissent injustes ou invivables), soit parce que cette dernière n'a pas accès aux applications de traçage et suivi car n'est pas nécessairement équipée de *smartphones* le permettant. Or, ces outils restent les seules solutions à disposition des autorités pour contrôler l'épidémie, en l'absence d'autres moyens suffisamment rapidement mis en œuvre. Dès lors, la situation sanitaire reste tendue dans les zones les plus précaires, voire hors contrôle en certains endroits.

Ce découplage est tout aussi perceptible dans le secteur professionnel où s'opposent de manière de plus en plus marquée les contraintes des plus précaires — qui se voient obligés de continuer à travailler, parfois au péril de leur santé — et les possibilités des catégories supérieures qui peuvent, par exemple, continuer à télétravailler sur du plus long terme. La même logique se joue dans le rapport au logement, entre ceux pour qui y rester est un confort dont ils peuvent user à leur guise, et ceux qui le vivent comme une prison ou qui n'ont d'autre choix que de se confronter aux extérieurs. De même, ces contraintes s'expriment aussi dans le rapport à la santé, puisque certains individus ou professions sont plus particulièrement touchés du fait de leur exposition au risque.

En parallèle, ces phénomènes sont accrus par l'absence de soutien fort de l'État à une réponse solidaire homogène à l'échelle du pays. Les solidarités s'organisent donc de manière informelle et hétérogène en fonction des territoires, et plutôt en s'appuyant sur de petites associations qui préexistaient à la crise ou sur de nouveaux réseaux d'individus encore fortement mobilisés. Les grandes associations, submergées par les demandes et soumises à l'indisponibilité de nombre de leurs bénévoles âgés, sont elles-mêmes en difficulté et ne parviennent pas à gérer une situation qui se fragmente de plus en plus en fonction des espaces. Les réponses solidaires s'organisent donc sans pilotage national, au cas par cas.

La mauvaise anticipation et gestion de la crise sanitaire, puis économique et sociale, laisse de profondes marques dans la confiance des Français envers le gouvernement et les institutions publiques, à qui il est demandé de rendre des comptes dès l'automne 2020. Les contestations se multiplient et trouvent de moins en moins d'écho dans les corps intermédiaires. Des mouvements sociaux se constituent autour de plates-formes de revendications de toutes sortes (par statut, par métier, par territoire, par origine…). Ces mouvements multiplient les actions menées principalement au nom de la justice (sociale, environnementale, etc.), actions qui tendent à se durcir en 2021. Ces mouvements demandent des réponses immédiates et concrètes à leurs revendications. La diversité d'objectifs, d'acteurs, de destinataires, ainsi que la durée souvent éphémère de ces mouvements et mobilisations les rendent difficilement prévisibles. Ces mouvements créent une perturbation permanente qui se traduit par un climat social sans arrêt en effervescence, mais sans explosion. Toutefois, le sentiment d'hostilité et d'opposition sociale au sein de la société est de plus en plus marqué jusqu'à la fin 2021.

Microscénario C2.3. Fragmentations, insurrections et État policier

Si la gestion à court terme de la crise a mobilisé toutes les énergies et lissé pour un temps les différends sociaux et politiques, les dissensions ressurgissent fortement une fois l'orage (provisoirement) passé à la mi-mai 2020. En l'absence d'une vision partagée et mobilisatrice, les individus en charge du pilotage du pays se démotivent ou se désunissent. Cette situation conduit à une mise en œuvre aléatoire des divers dispositifs de sortie de crise, notamment économiques et sociaux, tout au long de l'été 2020. Le tout participe d'une forte déréliction de la confiance sociale dans le gouvernement. La cacophonie sur les mesures à mettre en œuvre, les manquements de l'État, y compris à tenir ses propres promesses du début de crise, alimentent des scandales médiatiques à répétition et attisent la colère sociale. Cette désorganisation met aussi le pays face à la menace de graves retours de l'épidémie, notamment à l'automne 2020, en l'absence de stratégies coordonnées et de comportements individuels suffisamment responsables. Cela conduit un certain nombre de collectivités locales à prendre l'initiative sur plusieurs champs, notamment de soutien aux entreprises.

Ces dernières, ainsi que le secteur public, restent toutefois très fragilisées. Outre le choc économique, elles connaissent en effet un désengagement important des employés, au moment du premier déconfinement (mai 2020). Ceux-ci refusent de se soumettre à des conditions de travail jugées à risque. Certains ont plutôt recomposé leurs priorités à la suite d'une crise qui a rebattu les cartes du rapport au temps et aux activités (accent mis sur les proches et la famille, la santé, mais aussi l'écologie, etc.). Seuls les plus précaires continuent à travailler et sans grande garantie juridique, le droit du travail restant toujours fortement dégradé par le maintien de l'état d'urgence bien après l'été 2020. Les associations, elles, voient leurs possibilités d'action diminuer car leurs ressources économiques et humaines s'amenuisent. Les ménages et les entreprises n'ont plus les moyens de donner, et l'État ne compense pas cette perte. En parallèle, de moins en moins de bénévoles s'engagent, souvent par crainte d'être contaminés. Dès lors les solidarités se restructurent autour des personnes proches, tant en termes de liens familiaux qu'en termes de proximité physique dans un contexte où les confinements répétés et / ou les mesures de limitation des déplacements obligent à s'en remettre à ses voisins. Certaines

minorités, déjà marginalisées, sont encore plus fortement fragilisées, comme les SDF qui ne sont pas inclus dans ces espaces sociaux.

Dans ce contexte, les tensions surgissent de toutes parts à l'automne et l'hiver 2020, et ne relèvent pas simplement d'une opposition de classes. Les plus âgés peuvent en vouloir aux plus jeunes d'être trop « téméraires » ou de les avoir méprisés pendant le pic épidémique, en les abandonnant à leur sort. À l'inverse, les actifs peuvent en vouloir aux retraités qui continueraient à toucher leurs pensions, parfois élevées. Les fractures sont aussi perceptibles entre communautés ethniques et religieuses, avec un racisme aggravé et des tensions à la hausse. Rapidement, le climat est insurrectionnel. La conjonction de certaines revendications écologistes, de celles des « gilets jaunes » et leur instrumentalisation par des partis ou groupuscules d'extrême gauche ou d'extrême droite, tout cela associé à la forte méfiance vis-à-vis du pouvoir, provoquent des mouvements sociaux de très grande ampleur dès l'automne 2020, avec une multiplication des violences entre manifestants et forces de l'ordre, et des morts. On craint aussi l'instrumentalisation de ces mouvements par des extrémismes religieux ou politiques, voire par des États étrangers malveillants, qui auraient intérêt à voir le pays imploser.

C'est ici que se joue le tournant policier de l'État de droit, de plus en plus prégnant à la toute fin 2020. Pour répondre à l'ensemble de ces menaces, et parce que (ou sous prétexte que) l'épidémie n'est pas ou insuffisamment contrôlée, l'État durcit sa réponse policière. La fracture est de plus en plus nette entre société et gouvernement, qui emploie donc la force pour se maintenir (et tenter de maintenir tant bien que mal la cohésion nationale). L'état d'urgence est maintenu tout au long de l'année 2021. Courant 2021, le gouvernement renforce ainsi certaines mesures mises en œuvre pendant la crise sanitaire, notamment le recours à l'application de traçage. Celle-ci devient progressivement obligatoire pour accéder à plusieurs lieux ou services, ce qui est là aussi source de tensions sociales fortes. Une alternative à ce scénario serait la tenue d'élections présidentielles anticipées en 2021, dans un climat politique délétère, avec une montée des partis d'extrême droite notamment.

À l'échelle individuelle, le confinement initial, ainsi que les confinements répétés voire durables pour les plus vulnérables, conséquence d'une crise sanitaire qui s'installe dans le temps, génèrent des dégradations notables et globales de l'état de santé de la population française, auxquelles le système de soins est de moins en moins capable de répondre.

Sous-système D - Contexte européen et mondial (en cours de construction)

N.B. : ce sous-système est en cours d'élaboration. Les évolutions rapides des positions étatiques, et des stratégies du G20 et de l'Europe obligent à être extrêmement prudents quant aux hypothèses et aux microscénarios que nous pouvons tracer. Nous indiquons, dans le tableau morphologique en annexe, à titre d'esquisse, les variables qui nous apparaissent importantes (mais elles pourront être modifiées), ainsi que les microscénarios rapidement élaborés. Ils correspondent de manière très schématique et simplifiée aux jeux d'acteurs et aux prises de position actuelles, nécessairement biaisés par les stratégies politiques des uns et des autres ; et fortement susceptibles d'évoluer.

4. Scénarios Covid-19 – Analyse morphologique

Document de travail, version établie le 31 mars 2020, mise à jour le 20 avril 2020.

Lecture : ces tableaux présentent en ligne les différentes hypothèses sur chacune des variables clefs retenues dans notre réflexion. Les scénarios sont des combinaisons cohérentes d'hypothèses. Chaque scénario est représenté par un code graphique qui permet de voir quelles hypothèses le composent. La colonne de droite permet de recenser les principales sources et de porter des commentaires.

1. Covid-19 : situation sanitaire mondiale

	Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4 ou *wild card*	Chiffres clefs, sources, commentaires
VARIABLES SCIENTIFIQUES	**Contagiosité (*incertitude scientifique)***	Forte et durable Chaque personne infectée contamine plus de 3 personnes, sur plus de 3 semaines.	Assez forte (2 à 3 personnes, 3 semaines ou moins)	Moyenne (moins de 2 personnes, moins de 3 semaines – *attention, peu probable*)		Situation au 10 avril 2020 Période d'incubation estimée de 1 à 14 jours mais certains cas d'infection indiquent qu'elle pourrait aller jusqu'à 27 jours. La durée symptomatique est d'en moyenne 10 jours avant guérison. On ne sait pas si une personne est contagieuse après rémission. Une personne contaminée par le Covid-19 pourrait donc être contagieuse au mieux pendant 15 jours, au pire pendant un mois et demi environ. Cela élève le taux de réplication du virus à 5,4 en moyenne (et jusqu'à 8 personnes contaminées par une personne). Par ailleurs, 30 % à 60 % des cas apparaissent asymptomatiques, ce qui suppose que le virus peut être véhiculé par la personne infectée sans indice notable pendant 1 à 3 semaines environ. Enfin, le temps de survie du virus sur les surfaces apparaît extrêmement variable : *a minima* plusieurs heures mais parfois jusqu'à plusieurs jours (7 à 9 jours) et il semble persister dans l'air, ce qui augmente sa contagiosité. 17 avril 20 Des modèles prédictifs avaient estimé le taux de contagiosité du virus SARS-CoV-2, « R_0 », entre 2,2 et 2,7. Des scientifiques américains viennent de réévaluer

						ce R_0 et arrivent à des résultats beaucoup plus préoccupants. Il se situerait entre 3,8 et 8,9. Cela voudrait dire qu'une personne contagieuse va infecter en moyenne entre quatre et neuf personnes. Une étude, publiée le 15 avril dans la revue *Nature Medicine* et menée par des chercheurs de l'université de Hong Kong, révèle que l'infection au Covid-19 pourrait avoir lieu avant l'apparition des symptômes, qui n'interviennent alors que dans un second temps. Cela signifie donc que l'on peut transmettre le virus et être contagieux avant même d'avoir ressenti soi-même les effets de l'infection. Les chercheurs ont conclu que l'infectiosité commence en moyenne 2,3 jours avant que les symptômes apparaissent, avec le pic de contagion 0,7 jour avant l'arrivée des symptômes et diminue rapidement pendant les sept premiers jours. Parmi les cas secondaires dans la chaîne de transmission, 44 % ont été infectés durant la période précédent l'apparition des symptômes.
	Saisonnalité (*incertitude scientifique)*	Virus saisonnier ; s'éteint au début de l'été 2020 dans l'hémisphère Nord, revient à l'automne 2020. (modèle grippe. *Attention très peu probable au vu de la dynamique dans les pays de l'hémisphère Sud. Si avérée, cette hypothèse pourrait toutefois rester anecdotique)*	Non saisonnier			Situation au 10 avril 2020 Mers-Cov et SARS COV1 ne sont pas considérés comme dépendants de la saison (température / humidité). Mais le Covid-19 semble s'être étendu selon un schéma restreint en termes de latitude, température, humidité (5 mars 2020). Toutefois, l'apparition et multiplication des cas en Afrique laissent penser que température et humidité n'ont pas de fort impact. Une étude chinoise montre de fait qu'un des hauts lieux de transmission à Wuhan fut un centre de bains publics, où la température avoisine les 41 °C et l'humidité dépasse 60 % (mars 2020). Un des facteurs les plus importants serait plutôt la présence de pôles urbains denses.

	Proportion de cas graves, hospitalisés, par rapport aux cas repérés (*incertitude scientifique et statistique*)	Très forte (plus de 15 % - aggravation sur la base de la situation italienne)	Forte (situation chinoise)	Modérée (situation allemande au 25 mars 2020 - *attention, elle semble s'aggraver*)		
	Mortalité par rapport aux cas repérés (*incertitude scientifique et statistique)*	Très forte (3 % des personnes développant les symptômes de la phase 1) Augmente avec l'âge, la fragilité immunitaire, ou la présence d'autres pathologies (chroniques, de type diabète, hypertension, etc.).	Assez forte (2 % des personnes développant des symptômes de la phase 1) Moins de 1 % pour l'ensemble de la population contaminée	Moyenne (moins de 1 % de la population mondiale, *in fine*)	*Wild cards* : Mutations successives du virus qui le rendent de plus en plus mortel, y compris pour des populations plus jeunes. ET / OU Plusieurs souches différentes, plus ou moins agressives. ET / OU Un virus de type HIV ou HSV : chronique, avec poussées récidivantes, et risque de mortalité sur long terme après contraction du virus	20 % des personnes développant des symptômes de la phase 1 ont des complications (données au 23 mars 2020). 50 % des personnes en réanimation décèdent Italie : âge moyen du décès, 79 ans ; 76 % des patients décédés avaient de l'hypertension ; 48,5 % avaient 3 pathologies ou plus ; 99 % une pathologie (ISS, 17 mars 2020) Dangerosité du virus pourrait varier en fonction des groupes sanguins (recherche en cours en Chine, les groupes A semblent plus à risque – 20 mars 2020). Plusieurs cas de mortalité recensés chez des patients jeunes (un enfant est mort dans le comté de Los Angeles, 10 patients sur 662 confirmés ont entre 0 et 17 ans dans la même région) sans pathologie connue (*LA Times*, 20 mars 2020). Plusieurs cas recensés de personnes apparemment guéries semblant faire des rechutes, fin février 2020. *Cf.* recherches de l'OMS et les statistiques sud-coréennes (plus de tests, moins de biais). Autre élément d'inquiétude : 86 % des patients interrogés lors d'une étude européenne indiquent avoir perdu le goût et l'odorat, au moins temporairement, ce qui témoigne d'une action du virus sur le système nerveux ou neuronal. Les dommages déjà constatés au niveau du système digestif corroboraient aussi cette hypothèse (10 avril 2020). Source en dynamique cas / mortalité monde.

	Immunisation naturelle après contact avec le virus (*incertitude scientifique*)	Définitive et avec effet sur les mutations, s'il y en a (type H1N1)	Temporaire (saisonnière + sans effet sur mutations)	Faible (moins de 6 mois)	*Wild card :* Pas d'immunité ou virus de type VIH ou HSV.	Pour la grippe, on considère que l'immunité est saisonnière (entre 6 et 8 mois, Imperial College Report, 16 mars 2020). Il semblerait que certains patients ne développent aucune immunité au virus (*Nature*, 23 mars 2020), voire connaissent un retour chronique de la maladie. Une autre étude montre qu'une partie des patients guéris ont conservé un taux d'anticorps très faible alors qu'ils étaient bien-portants avant l'infection et sans comorbidité (10 avril 2020) Tous les cas d'infection ne contribuent pas à l'immunité collective. Sur 175 patients chinois présentant des symptômes bénins de Covid-19, 70 % ont développé de fortes réponses en anticorps, mais environ 25 % ont développé une réponse faible et environ 5 % n'ont développé aucune réponse détectable. (13 avril 2020) Suivre l'étude de l'OMS lancée sur le sujet, avril 2020.
	Disponibilités de traitements (réduction du temps de contagiosité + de la létalité)	Pas de traitement (seulement expérimental avec résultats hétérogènes), peut-être parce que le virus a des caractéristiques plus complexes qu'initialement cru (type VIH)	Traitement partiel (Europe : certains cas graves soignés à l'été 2020, cas positifs début 2021)	Traitement total (pays développés : automne 2020 / PED : seulement les cas graves au premier semestre 2021)	*Wild card :* traitement inattendu trouvé via foisonnements d'initiatives du type méthodes oubliées utilisées par le passé en cas de décompensation liée à une réaction hyperinflammatoire : injection massive d'acide ascorbique, par exemple, testée manifestement avec succès	Les objectifs sont multiples et diffèrent en fonction des patients : - empêcher le développement du virus, - empêcher la phase 2, - réduire les autres risques (antibiotiques). Les essais cliniques se découpent en 3 étapes : - essais adaptatifs et évolutifs avec premiers résultats en deux semaines, puis précision des patients cibles ; - analyse des effets indirects ; - fabrication / mise à disposition des traitements. Attention aux effets d'annonce dans un contexte de « guerre » sanitaire, et donc de propagande. Suivre les recherches européennes (essai clinique Discovery en cours sur 4 traitements possibles, les résultats d'efficacité seront donnés 15 jours après inclusion des + 3 000 patients à tester) Nouvelles études chinoises (25 mars 2020) démentent efficacité présumée chloroquine. Cas de décès en milieu

					dans certains hôpitaux chinois	hospitalier suite à administration de chloroquine. Sujet en débat, à suivre. 10 avril 2020 - Les États-Unis ont autorisé l'utilisation d'un médicament servant à « purifier » le sang des patients en insuffisance respiratoire : Le produit agit en réduisant la quantité de cytokines et d'autres médiateurs inflammatoires, c'est-à-dire de petites protéines actives dans la circulation sanguine qui contrôlent la réponse immunitaire d'une cellule en filtrant le sang et en renvoyant le sang filtré au patient. Les protéines qui sont retirées sont généralement élevées pendant les infections et peuvent être associées à une « tempête de cytokines » qui se produit chez certains patients Covid-19, entraînant une inflammation sévère, un choc rapidement progressif, une insuffisance respiratoire, une défaillance organique et la mort.
	Disponibilité des tests PCR et sérologique (réduction de la contagiosité par personne infectée + du temps des confinements)	Tests sélectifs jusqu'à fin de l'épidémie car peu de capacités pour les réaliser (Europe, Amérique du Nord et PED)	Tests généralisés pour Europe et Amérique du Nord en septembre 2020	Tests généralisés monde, y compris PED, en 2021		Situation au 10 avril 2020 : La capacité à tester est cruciale, on estime que 86 % des infections en Chine étaient non documentées et responsables de 79 % des cas documentés (*Science*, mars 2020). Les tests PCR des fosses nasales ne sont pas suffisants à ce jour (le virus peut ne pas être détecté dans les fosses nasales alors qu'il est présent dans les poumons). Par ailleurs, leur qualité est fortement variable. Toutefois, les tests sérologiques actuels sont longs et produisent aussi des faux négatifs. Le 24 mars, la France annonce qu'elle sera « bientôt » en mesure de faire 29 000 tests par jour. La DGA finance la production d'un test réalisable en 15 minutes. La Corée du Sud est en train de développer un *kit* de test complet à moindre coût et compte en produire en quantités industrielles. Quelle stratégie de mise à disposition pour les autres pays ? *Idem* en Italie (test de dépistage rapide en 5 minutes) et en Belgique (15 min). Quelle efficacité ?

						Pour que le dépistage soit efficace et permette de contenir l'épidémie il faut que 75 % des personnes contaminées soient isolées (INSERM, 12 avril 2020)
	Disponibilité vaccin(s)	Disponibilité rapide (hiver 2021) réservée aux États-Unis (vaccins ARN Messager) et certains pays développés, pour les plus riches. Disponibilité monde été 2021	Disponibilité printemps 2021 pour pays développés (le temps de produire les millions de doses nécessaires), monde été 2021	Disponibilité mondiale printemps 2021	*Wild card* H4 : Pas de vaccin possible car mutations ou absence d'immunité.	Au 19 mars 2020, au vu des caractéristiques du virus, il apparaît possible de développer un vaccin mais difficile d'anticiper son efficacité (analogies grippe A, Ebola pour évaluer les délais de disponibilité et l'immunisation fournie par le vaccin – le vaccin existant pour Ebola ne semble avoir un taux d'efficacité que de 63 %) et n'est pas homologué. Les laboratoires et industries s'engagent pleinement dans la recherche. Si les efforts sont soutenus, il est envisageable d'obtenir un vaccin produit massivement pour le printemps 2021. Cependant, cette hypothèse reste soumise aux incertitudes liées à la capacité de progression scientifique et de production à grande échelle, dans un climat économique de plus en plus dégradé (10 avril 2020). Le Leem estime qu'il faudra 18 à 24 mois pour obtenir un vaccin Suivre les recherches américaines, européennes et asiatiques.

VARIABLES GESTION DE CRISE	**Dynamique de propagation mondiale**	Chine, Corée du Sud, Singapour stabilisés fin avril, Europe hors Espagne et Italie, stabilisée été 2020, États-Unis automne 2020. PED en décalage	Rechutes successives pour tous les pays et à intervalles hétérogènes en fonction des pays : chaos et interruptions constantes des flux personnes / marchandises	Allemagne, Corée du Sud, Singapour, Chine sont les seuls à se stabiliser grâce à leurs mesures de gestion de crise et la cohésion nationale. Les pays latins sont toujours en difficulté. PED + États-Unis : situation grave jusqu'au printemps 2021		En Allemagne, les populations sont confinées mais moins strictement qu'ailleurs en Europe car les mesures sont mieux acceptées (31 mars 2020). En Suède, pas de confinement, seulement des mesures de distanciation sociale.
	Coordination scientifique et médicale internationale	Forte cohésion internationale sur la recherche et l'accès aux traitements et aux vaccins.	Compétitivi-té : tous contre tous	Nouvelles alliances (Chine-UE par exemple)		Concurrences fortes entre les États déjà dénoncée + pénuries (30 mars 2020)

Microscénarios

Microscénario A1. Pandémie installée et catastrophe sanitaire globale	**Microscénario A2. Pays développés-forteresses, en attendant le vaccin**	**Microscénario A3. Pandémie maîtrisée rapidement**
Printemps 2021 : 50 % à 70 % de la population mondiale a été touchée. Mortalité forte dans tous les pays, avec des situations très hétérogènes en fonction des pays (Corée du Sud, Allemagne, Singapour en tête grâce à leurs mesures de test et de contrôle social efficaces).	Entre mars 2020 et l'été 2021, l'épidémie est freinée dans les pays développés grâce à une alternance de mesures non médicales (distanciation sociale + confinement) et de reprises progressives des activités sociales et économiques. L'épidémie a e un fort impact sur les PED, notamment en raison de l'interruption des chaînes d'approvisionnement alimentaire et de l'aide internationale. Les pays développés ferment leurs	Été 2020 : l'épidémie est maîtrisée dans les pays développés. Printemps 2021 : l'épidémie est contrôlée dans les PED. Le vaccin est progressivement mis à disposition à partir du printemps 2021 et / ou les tests généralisés et à bas coûts + les

	frontières aux pays qui ne parviennent pas à contenir l'épidémie pour éviter d'être contaminés à nouveau. Cette situation perdure, jusqu'à la mise à disposition généralisée du vaccin à l'été 2021 ou au développement d'une immunité de groupe.	traitements de plus en plus efficaces permettent un contrôle systématique et le soins des populations.

2. Situation sanitaire et sa gestion en France

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypo-thèse 3	Hypothèse 4 ou *wild card*	Chiffres clefs, sources, commentaires
Croissance de la capacité d'accueil en soins intensifs : Personnel soignant Respirateurs	Très rapide, avec capacité de maintenir un personnel soignant opérationnel (les équipes se relaient + production de masques augmente et couvre les besoins pour protéger les soignants) et en nombre suffisant dans les deux prochains mois	Insuffisance en disponibilité du personnel de soins au niveau national (malade, absentéisme, *burn-out*…) et pénuries de matériel médical et médicaments, conduit à une incapacité nationale à répondre aux besoins de soins intensifs		*Wild card* : le virus s'attaque au sang et non aux poumons, ce qui rend les respirateurs inutiles. Oblige à repenser l'ensemble du système de soins.	Capacité actuelle France : 8 000 au 24 mars – 10 à 15 000 projetés (5 300 lits en réanimation, 7 000 en soins intensifs). France : au 14 avril, 71 903 cas de Covid-19 ont été hospitalisés pour 16 653 décès. Trois tendances indiquent un lissage de la courbe de la mortalité : - Diminution des nouvelles contaminations (diminution des recours pour Covid-19 en médecine générale, SOS Médecins et aux urgences hospitalières) ; - Diminution des nouvelles hospitalisations et des nouvelles admissions en réanimation de patients Covid-19 ; - Stabilisation du nombre de patients hospitalisés à un niveau élevé et amorce d'une diminution du nombre de patients hospitalisés en réanimation. Les débordements sont régionaux. La question de la gestion des pics en soins intensifs n'est pas simplement une question de lits mais aussi une question de matériel et de ressources humaines : disponibilité des respirateurs artificiels, etc., et surtout disponibilité du personnel d'appui. Au total, la France a un parc d'environ 30 000 respirateurs, tous appareils confondus. Mais il n'est pas certain que cela suffise à la

					vitesse à laquelle se répand le virus. Par ailleurs, il y a un doute scientifique fort qui persiste sur l'efficacité même de l'usage des respirateurs. Il semblerait que les pays qui ont le plus investis dans la santé (Corée du Sud, Allemagne, Russie) soient ceux qui s'en sortent le mieux (données OCDE 2018). Médecine de catastrophe ; quel impact de la sélectivité ? « Score de fragilité » ; on ne réanime déjà plus les + de 75 ans dans certains hôpitaux en France, 18 mars 2020. Le turnover incessant chez les personnels soignants, premiers contaminés, et la main-d'œuvre manquante dans les EHPAD, font craindre une hausse de la mortalité pendant la période de déconfinement : - dans les EHPAD, faute de soignants disponibles ; - chez les personnes atteintes de pathologies autres que le Covid, les personnels soignants étant soit contaminés soit exténués. Cartes de situation sanitaire actualisées tous les jours sur le site de France Inter
Politique sanitaire française : durée du confinement et stratégie de sortie	Confinement actuel, débuté le 17 mars se poursuit jusqu'à fin avril. À partir du 11 mai, et jusqu'à fin juin, sortie progressive et sélective du confinement, puis alternance régulière et répétée de périodes de confinements (nationales ou régionales, de tous ou des plus vulnérables) jusqu'au vaccin. Les établissements scolaires ne sont	Retour du confinement national de juin à juillet, après une brève accalmie suite au déconfinement du 11 mai, car l'épidémie n'est finalement pas contrôlée. Ensuite, forte 3e vague après l'été, et nouvelle période de confinement. Forte distanciation sociale maintenue pour les plus vulnérables		*Wild card :* Période de confinement total (arrêt de toutes les activités, ravitaillement très encadré, armée déployée, etc.) pendant 15 jours, lors de la seconde ou troisième vague épidémique, début ou fin été 2020.	Le 13 avril, E. Macron annonce que le déconfinement débutera le 11 mai 2020. Le lendemain, C. Castaner précise : le 11 mai est un objectif, pas une certitude. Mise en place d'un suivi GPS de tous les contaminés envisagé. Le 13 avril, E. Macron a confirmé envisager le lancement d'une application de « contact-tracing », sur la base du volontariat. Mais plusieurs scientifiques précisent qu'il faudrait que cette application soit adoptée par 60 % de la population minimum pour être efficace. 3 catégories de personnes seront discriminées : 1) Séropositifs au Covid-19 guéris 2) Séropositifs au Covid-19 encore contagieux (porteurs sains ou malades) 3) Séronégatifs

	finalement pas réouverts en mai 2020, ce qui prévient aussi les rebonds épidémiques. La généralisation des tests est très progressive. Les mesures de distanciation sociale restent très fortes, avec limitation des activités, des déplacements, des rassemblements jusqu'à l'été 2021.	jusqu'au vaccin ou immunité de groupe si elle existe (été 2021).			À ce jour, les conditions précises du déconfinement n'ont pas été précisées. Toutefois, plusieurs instituts et centres de recherche préconisent : - Une sortie par région et sans contact entre régions - Interdiction des rassemblements de plus de 20 personnes - Ne pas rouvrir les établissements scolaires comme l'a suggéré le gouvernement (Académie de médecine). Quant aux tests, ils ne seraient réalisés que sur les personnes vulnérables et symptomatiques. Annonces du gouvernement à suivre.
Politique sanitaire française : sélection des malades Covid-19 et des pathologies non-Covid-19	Très forte (tous les soins non urgents sont repoussés, tous les patients de + de 65 ans nécessitant des soins intensifs, même non liés au Covid-19 ne sont plus pris en charge)	Assez forte (la plupart des soins sont retardés mais maintien d'un suivi minimal pour pathologies graves non Covid. Les patients de + de 75 ans ne sont plus pris en charge).			Médecine de catastrophe : Les soins non urgents sont reportés. Les malades pouvant être soignés à domicile sont renvoyés chez eux. Dans les Covid+, sélection de ceux qui seront réanimés : des protestations de la société civile émergent (10 avril). Le traitement des personnes souffrant d'un handicap fait polémique. (10 avril) Variable fortement dépendante de la précédente. Mais le fait de choisir de repousser un certain nombre de soins non urgents à plus tard (quand ?) aura aussi un impact de moyen-long terme sur la santé publique française.
Capacités matérielles de l'État à maintenir les mesures de confinement et de distanciation sociale de	Capacités fortes Armée déployée sur le territoire national + mobilisation des moyens technologiques pour sortie du confinement avec	Capacités modérées (modèle actuel) ou affaiblies Efficacité du confinement est moins importante que s'il était strictement			En France, 11,8 millions de contrôles ont été effectués pour 704 000 contraventions depuis le 17 mars (14 avril). Des abus des forces de l'ordre sont dénoncés par la société civile. En Espagne, le confinement est très strict : interdiction pour les enfants de sortir, sorties limitées aux achats de première nécessité, interdiction du jogging. Parallèlement, le gouvernement a décrété le 13 avril la

manière efficace, y compris pendant la période de déconfinement progressif	traçage des malades détectés	appliqué. Oblige à le prolonger, à le durcir ou à le rétablir après une tentative échouée de déconfinement avec deuxième vague forte			reprise partielle du travail pour certains secteurs avec le maintien des mesures de distanciation sociale et le port obligatoire du masque (10 millions de masques distribués par l'État). Cette décision est contestée par la société civile (épidémiologistes, syndicats).
Conséquences santé psychologique et physique du confinement sur la population et sur le personnel soignant	Forte	Modérée ou faible Systèmes d'accompagnement psychologique efficaces mis en place + on parvient à contrôler les effets rebonds			Études sur les quarantaines liées au SARS-1 établissent une prévalence de 30 % de symptômes de *stress* post-traumatique / dépression chez les gens confinés. Étude 26 février 2020 suggère de limiter la durée et d'établir une communication claire sur l'importance de la quarantaine.
Microscénarios sur le système de soins (soins intensifs notamment)					
Microscénario B1. Débordement du système de soins général et majeur Débordement général du système de santé à partir de mi-avril 2020 et jusqu'à fin été 2020 avec temps de traitement de plusieurs semaines, mises sous coma artificiel, mortalité accrue, etc. Débordement répété en automne, lors d'un nouveau pic épidémique après que le confinement ait été relâché, dans un contexte où les services de santé sont déjà fortement affaiblis par la première vague.		**Microscénario B2. Débordements chroniques régionaux et de plus en plus atténués** Débordement général de début avril à fin mai, puis retour à la normale avec pics de surcharge chroniques, régionaux, mais mieux maîtrisés jusqu'au vaccin ou systématisation des tests. Isolement des personnes vulnérables et responsabilisation individuelle permettent de contenir la majeure partie de l'épidémie.		**Microscénario B3. Le retour de flamme** Augmentation des vulnérabilités à moyen-long terme liées à toutes les pathologies mises de côté pendant la crise, et aux conséquences négatives du confinement et de la surcharge des hôpitaux. Ce scénario n'est pas incompatible avec les précédents mais a un impact plus fort dans le cadre du scénario 1.	

3. Situation économique, sociale et politique en France (intégrant des variables européennes et internationales)					
1. **Économie et filières**					
1.1. **Situation nationale**					
	Hypothèse 1	**Hypothèse 2**	**Hypothèse 3**	**Hypothèses 4 / 5 ou *wild cards***	**Sources +**
Impact économique direct France	**Rattrapage progressif** Impact d'un confinement de 60 jours (17 mars-11 mai) avec rattrapage progressif : - 8 % du PIB en 2020. Puis reprise cours normal en sortie d'épidémie au printemps 2021 (soit un total de + 4,5 % du PIB en 2021 par rapport à 2020)	**Rebond insuffisant** Impact du confinement combiné à une reprise lente - 10 % à - 15 % en 2020 puis rebond dès début 2021 mais insuffisant pour absorber (entre +5 et +10 % du PIB en 2021 par rapport à 2020)	**Récession** Impact de confinements répétés et mesures de distanciation sociale sur la période de mars à décembre 2020 : de l'ordre de - 10 % à - 15 % du PIB en 2020. Cassure du système productif et récession en 2021, la croissance du PIB est nulle (avec poursuite épidémie en l'absence de vaccin ou traitement efficace)		**Données du FMI :** envisage une reprise à + 4,5 % du PIB 2021 (par rapport à 2020). **Màj 15 avril 2020** Croissance 2020 : - 8 % (2 points pire que ce qu'annonçait l'INSEE ; déficit public : - 9 % (le découvert le plus élevé depuis 1945 et 1,4 point pire que ce qu'annonçait Bercy jeudi dernier seulement) ; dette publique : 115 % du PIB (*vs* 112 % annoncés jeudi) ; coût du chômage partiel : 24 Mds€. **Raisonnement au 26 mars 2020** *Approche par l'offre* :

					- Santé / action sociale et services publics de base = 22 % du PIB. - Agriculture, IAA, fourniture d'énergie et pharmacie = 15 % du PIB. - Loyers et services immobiliers divers = 12 % du PIB. Un arrêt complet de l'ensemble des autres activités conduirait à une chute de PIB de 6,5 % (45/365/2). *Approche par la consommation* (moteur de l'économie française) : - Transports, loisirs, hôtels, services à la personne…) = 45 % des dépenses, soit une perte de consommation potentielle de 5 % à 6 % dans l'année. Les effets directs sont donc de l'ordre de 6 % en 2020. *Sources :* Xerfi, Institut Montaigne, *Nice Matin*
Chômage et précarité de l'emploi, fin 2021, par rapport au 1er janvier 2020	**+ 1,5 M de chômeurs en 2021 par rapport à 2020 soit 11 % à 12 % de la population active**	**+ 2 M de chômeurs, soit 15 % de la population active**	**+ 3 M de chômeurs, soit plus de 18 % de la population active**		Le calcul des évolutions du chômage a été réalisé grâce à la loi d'Okun, et sur la base des données sur

	Le taux de chômage augmente de manière notable. Toutefois, les mesures de soutien à l'économie de l'État sont maintenues, ce qui permet d'endiguer la hausse, en maintenant à flot les entreprises. Les CDI des cadres se maintiennent, et on observe une multiplication des CDD pour les domaines d'activité les plus sollicités. Le statut des indépendants, fortement fragilisés pendant le confinement, est refondé pour leur permettre une plus grande stabilité, en s'inspirant du modèle des intermittents du spectacle, lui-même revalorisé et reconsolidé, compte-tenu de l'impact de la crise sur le secteur culturel. Plusieurs inactifs sont encouragés à renforcer les rangs des secteurs les plus en demande. À partir de janvier 2021, les entreprises qui le peuvent mettent en place des formations accélérées pour recruter rapidement.	Le taux de chômage augmente fortement mais de manière très différenciée en fonction des secteurs. Les aides de l'État ne sont pas maintenues ou se recentrent sur les secteurs les plus essentiels (réseaux, sanitaire etc.). De fait, certains secteurs s'effondrent complètement, notamment chez les PME. En l'absence de moyens de formation, et sans soutien public fort, la main-d'œuvre inactive n'est pas réorientée efficacement vers les entreprises les plus en demande. En parallèle, la difficulté à reprendre une activité économique et sociale normale en raison de l'épidémie persistante conduit à la multiplication des temps partiels, des statuts de chômage technique, de chômage partiel. Les indépendants et intermittents du spectacle ne disposent d'aucune aide particulière. On observe une forte hausse du travail précaire,	La France, comme le reste des pays développés, connaît une crise économique et financière majeure, dans un contexte sanitaire toujours dégradé, qui empêche d'envisager de reprendre des activités économiques normales. Dès lors, la hausse du taux de chômage est dramatique, y compris dans les secteurs initialement plus favorisés. Dès décembre 2020, se développe fortement une économie informelle sur la base de troc et de travail au noir. Sont restructurés et mobilisés plusieurs réseaux de solidarité hyper locale, notamment entre petits producteurs et artisans, et population locale, mais aussi entre voisins. En revanche, en l'absence d'employeurs, la protection sociale individuelle diminue, ce qui fragilise les individus, les rendant		les évolutions du PIB établies par l'INSEE à date de rédaction de ce document (15 avril 2020). Il ne prend donc pas en compte les variables dépendantes, fondamentale pour évaluer les variations possibles de l'emploi. Les auteurs sont conscients des limites importantes de ce calcul. Il n'a été réalisé que dans l'optique d'indiquer un ordre d'idée. Suivre les publications hebdomadaires de la DARES sur l'emploi.

		l'ubérisation de certains secteurs se poursuit, notamment dans le domaine de la livraison qui connaît une forte hausse d'activités.	plus vulnérables aux risques de santé. Modèle grec.		
Évolution de la consommation des ménages français, revenus et épargne	**Stabilisation relative de la consommation, épargne et revenus** Les achats sont partiellement reportés (sachant que l'on ne va pas davantage rouler, se faire couper les cheveux…) à l'été-automne 2020, avec un effet « années folles », en réaction aux frustrations du confinement. Toutefois, cette surconsommation est ensuite tempérée en raison d'un retour de l'aversion au risque des ménages, qui préfèrent épargner dans la crainte d'une prochaine vague épidémique et/ou en réaction à la fragilisation économique du pays. Pour beaucoup, les revenus ont été lourdement touchés dans la crise, mais les aides mises en place par l'État permettent de maintenir la confiance. Avec l'éloignement du risque sanitaire au printemps	**Recul de la consommation globale même à la sortie du confinement**. Les ménages, fortement marqués par la crise, gardent l'essentiel de l'épargne non consommée en précaution et compte tenu de l'augmentation du chômage, la consommation globale recule même en période de non-confinement et ce jusqu'à la fin de l'année 2021, d'autant plus qu'un certain nombre de postes de dépenses restent inexistants, compte-tenu du risque épidémique toujours fortement présent et des mesures de distanciation sociale (pas de tourisme, pas de lieux culturels, pas de restauration ou bar). Par ailleurs, pour certaines catégories socio-professionnelles, les revenus	**Mise en place d'une économie de rationnement** Les pertes de revenus, les ruptures de chaînes d'approvisionnement nationales et internationales, l'impossibilité ou l'aversion à consommer des ménages accroissent les difficultés de reprise. Certains produits font défaut (équipements des particuliers et des entreprises). Une économie de rationnement est mise en place par l'État pour anticiper les pénuries (sur l'alimentaire, certains produits techniques…). Découplage fort entre les ménages qui ont de l'épargne et les plus pauvres. Pas de consommation de plaisir ou de luxe, seulement de première	**H4 Réorientation « verte » de la consommation et de l'épargne** Marquée par l'ampleur de la crise qui a mis en lumière les faiblesses d'un système productif mondialisé, une partie de la population française réoriente volontairement sa consommation vers des produits locaux et des pratiques plus écologiques. Les appels à la frugalité déjà présents dans les milieux et discours écologistes s'accentuent, prônant un développement des pratiques de consommation modérée et une réorganisation des priorités d'achat (moins d'équipement électro-ménager, pas de voiture etc.). L'épargne, quand elle existe, est réorientée vers des fonds éthiques	

	2021 toutefois, on observe un retour à la normale des pratiques de consommation. En parallèle, se sont développés tout au long de la période de nouvelles offres, de nouveaux services et donc de nouvelles consommations plus adaptées à la situation sanitaire et aux mesures de distanciation sociale (e-commerce, livraison, culture digitale, streaming, etc.)	s'effondrent, par manque d'activité et retrait progressif des aides de l'État. Malgré la mise en place d'un vaccin à l'été 2021, cette situation reste vraie car de nombreux acteurs de ces secteurs ont été trop durablement touchés pour pouvoir reprendre leurs activités.	nécessité. Situation qui perdure après 2021.	(comme la Nef) ou bien investie dans des projets locaux de l'économie sociale et solidaire (via des plateformes de crowdlending qui préexistaient à la crise). **H5 : Fort développement de l'économie informelle (non exclusive)** Pour faire face à la baisse des revenus, une partie des Français, en particulier ceux vivant dans les territoires ruraux, réorientent leurs pratiques de consommation, localement, sur la base de troc, d'échanges de services, ou de travail au noir échappant aux cadres institutionnels classiques. Cette hypothèse peut coexister avec les quatre précédentes	
Disponibilité de la main-d'œuvre dans différents secteurs clefs	**Forte mobilisation pour une mise à disposition de la main-d'œuvre** Dans les secteurs clefs (agroalimentaire, réseaux et infrastructures, services bancaires et financiers, services publics de base, *i.e.*	**Droit de retrait et goulets d'étranglement** Avec une crise sanitaire installée dans le temps, et surtout les mesures de distanciation sociale qui en découlent, couplée à une économie qui peine à reprendre, de	**Pénurie de main-d'œuvre et stratégie de réquisition de la population** La main-d'œuvre est (quasi) indisponible dans certains secteurs clefs, par exemple l'agriculture, qui	***Wild card :* Automatisation massive** de certains secteurs est accélérée dès janvier 2021 pour pallier le manque de main-d'œuvre mais aussi réduire les coûts salariaux	

	santé, police, éducation, et transports), la main-d'œuvre reste globalement disponible jusqu'à la fin de la crise sanitaire, notamment grâce à une forte mobilisation de bénévoles dans un premier temps, mais aussi la mise en place de stratégies d'embauche massive, soutenues par l'État, dès l'automne 2020. À ce titre, l'initiative de Pôle emploi, qui ouvre une plateforme pour recruter +8000 personnes dans les secteurs clefs fait office de référence et est répliqué à de nombreuses échelles, aussi pour former rapidement des chômeurs à de nouveaux métiers. Dans le cadre de la préparation du budget 2021 et pour diminuer la dette de l'État, de nombreux services publics sont modernisés. Ceux qui ont été en première ligne de la crise sanitaire sont fortement valorisés (notamment financièrement) ce qui permet aussi d'attirer une	nombreux goulets d'étranglement apparaissent dans plusieurs domaines, et surtout dans certains secteurs clef. Des employés inquiets pour leur santé usent de leur droit de retrait et refusent de se rendre sur le lieu de travail, par exemple dans l'industrie, l'éducation ou le transport. Le nombre d'actifs disponibles en présentiel lui-même baisse car ils sont appelés à rester confinés, notamment en raison de problèmes de santé chronique. Dans le secteur de la santé, bien que les soignants aient été fortement valorisés pendant et après la crise, une grande partie du personnel en première ligne est fortement éprouvée psychologiquement et physiquement, ce qui occasionne de nombreuses démissions à la fin de la première vague épidémique. Les difficultés à recruter pour remplacer (manque de personnes formées, refus de se mettre en	connaît une pénurie massive, notamment en raison des caractéristiques démographiques de la population agricole (âgée). Dans le secteur sanitaire, les seuils critiques sont régulièrement atteints car l'épidémie n'est pas contenue, même après juillet 2021, les services de soins sont à genoux, en manque de personnel, et sans moyens économiques pour relancer. Pour y pallier, l'État crée une Réserve citoyenne, à l'image de la réserve militaire, qui permet de fortement mobiliser une partie de la population française (notamment jeune).		

	main-d'œuvre renouvelée dès 2021.	danger) font peser de lourdes craintes sur les capacités à gérer de possibles reflux épidémiques tout au long de l'année 2021. Par ailleurs, les temps de travail sont diminués, en raison des nouvelles mesures d'hygiène.			
Degré de fragilisation des filières productives majeures, coupures d'activités des filières clefs, questions logistiques	**Restructuration volontariste des filières** Bien que la période de confinement ait rompu de nombreuses chaînes de production et que la situation internationale fragilise plusieurs entreprises françaises partiellement délocalisées, une stratégie forte de revalorisation de la production nationale, portée par le gouvernement, soutenue par le secteur privé et par un sentiment d'appartenance nationale (consommation locale BtoB et BtoC) permet dès janvier 2021 de limiter la fragilisation des filières productives majeures. L'ingéniosité dont font preuve plusieurs entrepreneurs résolvent aussi de multiples questions	**Filières fragilisées au ralenti** Au vu de la situation sanitaire nationale et internationale, il est particulièrement difficile pour les filières productives majeures de faire face aux ruptures d'activité et de chaînes d'approvisionnement et ce jusqu'à décembre 2021 (certaines sont rétablies puis coupées à nouveau, d'autres ne sont pas remises en route, notamment en raison de problématiques de mobilité des personnes et des marchandises). Dans le domaine agricole, les denrées essentielles sont produites en priorité pour faire face aux pénuries et ruptures de chaînes	**Panne des filières productives majeures** Plusieurs industries, entreprises, secteurs entiers font faillite car ne parviennent pas à rétablir ou réinventer leurs chaînes de production. Manque à gagner trop important pour l'agroalimentaire avec la forte diminution des exportations : plusieurs exploitants font faillite.	**H4 : Structuration et développement de filières vertes et locales** La crise sanitaire a prouvé l'importance de l'autonomie nationale en matière de production dans des secteurs clef (agroalimentaire, médical etc). Dans le domaine agricole, la relocalisation de la consommation, soutenue par les distributeurs agroalimentaires, permet de limiter les effets de la diminution des importations par exemple. La mobilisation de petites entreprises locales et innovations vues pendant la crise (impression 3D en urgence) perdurent dans le temps. Les	

	logistiques, notamment liées à l'approvisionnement et aux transports. Dans l'industrie, ce sont les réquisitions pour produire du matériel médical et hygiénique qui ont permis de maintenir à flot les entreprises. La construction, mais aussi les services clefs (réseaux, énergie) se maintiennent / redémarrent vite après les mesures de confinement, sous l'impulsion des grands acteurs du domaine.	d'approvisionnement mais la production de produits frais s'effondre par exemple, faute de moyens pour stocker et transporter suffisamment les ressources.		PME, déjà plus ancrées sur les territoires s'en sortent finalement mieux que les grands acteurs. Par ailleurs, la crise a aussi exacerbé l'urgence de mettre en œuvre des stratégies de réponse concrètes et efficaces à la crise environnementale, toujours d'actualité. Sont donc engagées de fortes politiques publiques comme privées de relocalisation des productions, et de développement des filières liées à la transition écologique et énergétique, qui commencent progressivement à porter leurs fruits à la fin 2021	
Disponibilité et accès aux ressources stratégiques et matières premières (de l'uranium en passant par certains équipements, composants …)	**Ressources accessibles** Pas de menace majeure sur la disponibilité et accessibilité aux ressources stratégiques, matières premières malgré craintes initiales jusqu'en automne 2020. La stabilisation de la situation internationale et la coopération entre certains pays et	**Accès réduits et concurrence déloyale** Certains équipements / composants / ressources viennent à manquer sur le moyen-long terme pour les entreprises françaises (par ex dans le bâtiment, les transports). Des entreprises étrangères	**Situation critique** Plusieurs ressources stratégiques et matières premières ne sont plus accessibles en raison de la rupture des chaînes d'approvisionnement, du protectionnisme des États producteurs ou de leurs coûts trop élevés, ce qui menace		

	producteurs permettent de faire face aux interruptions qui auraient pu être potentiellement critiques.	(chinoises, américaines) en profitent pour capturer certaines parts de marché en venant proposer directement leurs services (ex : équipements, composants), souvent à plus bas coût.	non seulement la stabilité de plusieurs secteurs clef mais aussi l'autonomie du pays en matière énergétique, alimentaire et l'accès même à certains services de base		
Mobilités, transports, flux (France)	**Reprise progressive des transports publics et maintien de la circulation des marchandises** Bien qu'ils aient été profondément affectés et notamment l'aérien (certaines entreprises sont nationalisées), les transports sont progressivement relancés au fur et à mesure que les mesures de distanciation sociale et régionale sont levées. Les marchandises circulent sans restriction particulière.	**Reprise différenciée des transports mais maintien de la circulation des marchandises** Les transports publics peinent à reprendre dans certaines villes et dans certaines régions. Pour les individus qui le peuvent, les déplacements individuels sont privilégiés, par peur de contamination, ce qui creusent les inégalités.	**Transports publics à l'arrêt sur tout le territoire, circulation des marchandises ralentie ou à l'arrêt** Pas de reprise nationale des réseaux de transports.	**H4 : Reprise des transports publics avec un accent fort mis sur l'écologie** Les pouvoirs publics et les compagnies de transport profitent de la situation pour relancer des systèmes de transports plus adaptés aux exigences de la transition écologique. De nombreux réseaux régionaux sont développés ou redéployés, par la SNCF par exemple, ce qui permet aussi de redynamiser l'économie du secteur en proposant de nouvelles offres de transports collectifs locaux.	
1.2. **Situation européenne et internationale**					
Situation financière internationale	**Baisse de la capitalisation boursière mondiale mais pas de**	**Crise financière importante se propageant via**	**Crise financière majeure (se propageant via actifs**		

	faillite système bancaire (en France / Europe) Seule l'économie réelle est donc affectée, ce qui permet de limiter les conséquences économiques, en préservant l'épargne des ménages.	**économie réelle (progressive)** À partir d'automne 2020. L'épargne des ménages est progressivement diminuée. Chute des actifs financiers représentant les entreprises qui ferment en conséquence de l'effondrement de la demande.	**financiers aux institutions bancaires, y compris en France) - dès été 2020** Pas de rebond de la consommation des ménages comme espéré. Ruine des épargnants.		
Rôle de l'UE et de la zone euro, fonction des politiques de la BCE et des modalités de coopération hors finance	**Coopération forte : l'UE renforcée** Politiques concertées et homogènes (frontières, commerce, transports, PAC…). BCE et autres banques centrales donnent directement de l'argent, sous forme de subventions non remboursables, aux acteurs de l'économie réelle, pour compenser les dégâts causés par la crise (*helicopter money*)	**Coopération limitée : l'UE s'affaiblit** Resserrage de la coordination autour de la zone euro qui se fait sentir dès l'automne 2020, les autres pays sont progressivement à la dérive. Activation des « clauses de sauvegarde » inscrites dans les règles budgétaires. À la fin de l'année 2021, négociation « au cas par cas » des situations financières, pas de solution globale pour toute l'UE. Cette dernière va vers un affaiblissement, sans forcément se dissoudre.	**Pas de coopération et fin de l'UE** L'UE se défait politiquement. La zone euro éclate car BCE trop rigide.	**H4 : Le *Green New Deal* européen** L'UE saisit l'opportunité de la crise pour mettre en avant un certain nombre de grands enjeux écologiques sur lesquels elle travaillait précédemment. C'est l'occasion de renforcer les politiques de transition écologiques déjà enclenchées, notamment en encourageant spécifiquement la relance des secteurs directement concernés. ***Wild card*** rachat d'entreprises et de la dette par l'AIIB et des groupes chinois.	Les investissements chinois dans l'UE-28 sont passés de 0,7 milliard d'euros en 2008 à 29,7 milliards d'euros en 2017 ; mais la part des investissements des entreprises d'État sur l'ensemble des investissements chinois dans l'UE ne cesse d'augmenter et est passée en un an, de 2016 à 2017, de 35 % à 68 %. Par ailleurs, la part des IDE chinois en Europe consacrés aux infrastructures de transport est passée de 20 % en 2016 à plus de 51 % en 2017)

Mobilités, transports, flux	**Reprise progressive à l'automne 2020, notamment grâce à la mise en place de systèmes de contrôle aux frontières (tests, températures etc.).** Quelques pays restent inaccessibles ou bien voient leurs accès limités à l'étranger par crainte de réinfection. Stabilisation sanitaire au printemps 2021 permet peu à peu de diminuer ces frictions aux frontières.	**Reprise partielle en fonction de l'état sanitaire des pays** Certaines frontières restent totalement fermées jusqu'au printemps 2021, y compris pour les marchandises dans certains cas. .	**Pas de reprise internationale pour les flux de personnes avant obtention de vaccin** Les rares voyages autorisés sont soumis à attestation sanitaire, ce qui dissuade fortement les personnes d'engager des déplacements. Les chaînes de valeur ont été partiellement restructurées pour faire face à la situation, si bien que de nombreux pays n'exportent plus de biens, marchandises. Le secteur aérien, qui pâtit profondément de la crise, ne parvient pas à se relancer ce qui a aussi une influence sur les déplacements possibles.		Au 30 mars Diminution activité Transports aériens -90 % Transports ferroviaire -40 % pour le fret, -90 % TGV voyageurs Transports en commun jusqu'à 50 % de diminution d'activité pour grands réseaux, à l'arrêt pour petits réseaux Transport routier -60 % (Medef) L'Association internationale du transport aérien (IATA) prévoit que pertes devraient représenter 252 milliards de dollars en 2020, soit 44 % du total des ventes de 2019.
1.3. **Pilotage économique**					
Rôle de l'État	**Forte mobilisation continue de l'État** Plusieurs grands changements structurels (relocalisation, priorisation des financements publics, réquisition de certains secteurs, nationalisation	**Retrait progressif de l'État qui orchestre mais sans moyen dédié** L'État ne parvient pas à offrir plus que les mesures de soutien immédiates mises en place au 17 mars 2020	**Retrait de l'État, précarisation globale** Tous les secteurs sont massivement touchés. Les communes, structurellement moins touchées que l'État, les régions et les départements,	H4 **Forte mobilisation de l'État, des régions et des acteurs locaux pour relancer l'activité mais en la recentrant sur des chantiers de modernisation dans les domaines**	Par exemple : la région Nouvelle Aquitaine pourrait doubler l'apport initial de 250 millions d'euros. Paiements maintenus aux entreprises de transport scolaire. 250 millions d'euros versés

	de l'aérien). Le dispositif de chômage partiel est fortement approvisionné (8,5 milliards d'euros au 17 mars 2020, augmenté à l'été). Les indépendants et TPE continuent à être soutenus par l'État (+1 milliard d'euros pour le fonds de solidarité le 17 mars, mais alignement progressif avec l'Allemagne qui est à +50 milliards).	(principalement étalement des charges fiscales et sociales). Par ailleurs, le déficit public, trop important, empêche toute action supplémentaire. Les Régions sont en première ligne de la relance économique, mais avec des moyens inégaux, malgré l'annonce de Régions de France (17 mars 2020) d'abonder de 250 millions d'euros dans le fond national de solidarité et la création d'un second fonds local supplémentaire pour les secteurs non concernés par les dispositifs de l'État et les entreprises régionales. Autonomisation de certains territoires, qui ne veulent plus payer pour les autres.	(revenus taxe foncière, taxe d'habitation) se mobilisent fortement mais inégalement en fonction de de leurs contraintes (mise en place de services d'accueil pour enfants etc.).	**écologiques, énergétiques, santé et éducation** L'objectif étant de réamorcer la pompe économique tout en mettant en avant les enjeux forts de transition écologique, mis en lumière par la crise. **H5 : Recomposition par le bas (non exclusive).** Le local et les pratiques de consommation individuelles ou organisées dans de nouveaux réseaux de solidarité, souvent informels, permettent de générer un nouveau tissu productif et économique. Nouveau modèle plus frugal, écologique. L'État, sans moyen, s'en tient à ses fonctions régaliennes.	aux instituts de formations. Grand Est offre un un prêt rebond de 25 millions d'euros dans un premier temps, à effet immédiat, afin de soutenir les entreprises en difficulté conjoncturelle. Région Auvergne Rhône-Alpes, 20 millions d'euros vont être réservés aux hôpitaux et professionnels de santé. Source : Sénat (26 mars 2020 et 2 avril 2020) Revanche politique des régions BNPParibas est la 1ère banque à soutenir, à hauteur de 500 000 euros, le fonds de prêts d'honneur de l'Adie pour venir en aide aux #entrepreneurs les + fragilisés par le confinement
Rôle des entreprises	**Forte implication des entreprises** Certaines grandes entreprises du secteur privé (assurances, FFA + 250 millions d'€ au fond	**Entreprises inégalement fragilisées** Les entreprises sont appelées à avoir recours à l'emprunt, facilité par	**Entreprises effondrées** Les entreprises ne parviennent pas à pallier les manquements de		

	de soutien TPE etc.) pour soutenir l'effort. Par ailleurs, plusieurs employeurs proposent des primes à leurs salariés pour les encourager à revenir au travail. Plusieurs inactifs ou rendus inactifs par la crise sont mobilisés grâce à des démarches de recrutement volontaristes, les entreprises mettent en place des systèmes de coopération entre elles pour se « prêter » de la main-d'œuvre. Forte solidarité. Les grandes entreprises jouent aussi un rôle crucial dans la gestion psycho-sociale de la crise (accompagnement psychologique de leurs employés).	les politiques nationales et européennes (politique de la FBA, 15 mars 2020). Mais les banques sont elles-mêmes en difficulté ce qui fragilise ces dispositifs d'aide. Par ailleurs, alors que certains secteurs peuvent se permettre de maintenir une activité (grâce au télétravail) d'autres sont obligés de cesser leurs activités car ne sont pas en mesure de protéger leurs employés ou bien les contraignent à prendre des risques. Cette situation a aussi un impact sur les dynamiques d'entreprises à moyen terme (baisse de la productivité, de l'esprit d'équipe etc.)	l'État, sans aide une trop grande majorité d'entre elles s'effondre, d'autant plus que plusieurs secteurs voient leurs salariés se désengager à cause des conditions de travail jugées trop dangereuses. Au-delà de la destruction du capital, on observe aussi une dégradation forte du tissu de l'expertise et des savoirs français car les entreprises qui font faillite emportent avec elles une partie de l'excellence du pays dans les domaines principalement touchés.		
Microscénarios « Économie et filières »					
	M1. Casse limitée Dans ce microscénario, la crise sanitaire a eu les impacts les moins dramatiques sur le PIB en 2020 (tout de même -8 %). La reprise nationale est donc progressive, à partir de janvier 2021, sur la base des idéologies et pratiques pré-crise, fortement piloté par l'État. Le rattrapage est	**M.2. Économie en dents de scie** Dans ce microscénario, la reprise est inégale, régionale et sectorielle. L'État, incapable de tenir l'ensemble de ses engagements financiers, se retire progressivement et orchestre les travaux de relance économique, mais sans moyen dédié. Ce	**M.3. Économie de rationnement et filières nationalisées** Ce microscénario envisage une crise systémique économique et financière, a minima nationale, mais possiblement mondiale et majeure, dès l'été 2020. Dans ce contexte, aucune reprise	**M.4. Économie verte et raisonnée** Ce microscénario envisage une trajectoire de reprise économique similaire à celle du microscénario 1 mais fortement axée dans ce cas sur la transition écologique sous toutes ses formes. Ainsi, la crise sanitaire est l'occasion de	**M.5. Économie informelle et territorialisée (non exclusif)** Ce microscénario n'est pas exclusif des précédents et pourrait se combiner avec chacun d'eux. Il pourrait toutefois être plus prégnant dans le cadre du microscénario 3, si

	progressif malgré des impacts importants sur l'emploi et certaines filières qui peinent à se remettre. Les grandes entreprises et le secteur financier jouent un rôle important dans la relance, certaines conduisent de fortes politiques de formation, de recrutement et d'accompagnement des employés, d'autres automatisent leurs processus pour gagner en productivité, répondre aux baisses de main-d'œuvre, tout en diminuant leurs coûts. De nouvelles pratiques de consommation se développent, notamment dans le digital. Pas de crise financière globale. En revanche, les problématiques environnementales sont fortement mises de côté dans ce microscénario, ce qui fait peser de nombreuses inquiétudes à moyen-long terme sur les nouvelles crises d'ampleur que pourraient connaître le pays (hausse des températures, pénurie de matières premières, stress hydrique, autres maladies exogènes etc.)	sont donc de nouvelles organisations ou réorganisations des acteurs économiques, territoriaux et des filières qui œuvrent à une restructuration plus locale, plus sectorielle et donc plus hétérogène. Les acteurs sont prudents, notamment les ménages dont les revenus comme l'épargne ont été fortement affectés par la crise. Les inégalités se creusent entre classes socio-professionnelles et secteurs d'activités.	économique n'est envisageable et la France connaît une récession durable tout au long de l'année 2021. Les impacts sont majeurs sur l'emploi, les entreprises de tous les secteurs, plusieurs mettent la clef sous la porte. La population s'appauvrit et des menaces graves pèsent sur certains secteurs vitaux (alimentaire, ou sanitaire par ex.). L'État, privé de la quasi-totalité de ses moyens financiers, procède à des stratégies de nationalisation pour tenter de sauver les filières clefs, et met en place des bons de rationnement pour prévenir autant que possible les pénuries.	mettre en œuvre ou de de développer plusieurs grands chantiers de modernisation alignés avec les exigences qu'impose la lutte contre le changement climatique et ses conséquences. L'État, les régions et les acteurs locaux se mobilisent fortement pour que la relance ne se fasse pas au détriment des enjeux de la transition écologique, enjeu d'autant plus prégnants que la pandémie mondiale a mis en lumière les faiblesses du système capitaliste mondialisé, et les risques à persister dans des dynamiques de productivité et de rendements méprisantes écosystèmes et des ressources disponibles. Ce mouvement vert est soutenu par une partie de la population, qui, brutalement sensibilisée, réoriente sa consommation et son épargne, mais aussi par les politiques de l'Union européenne qui encouragent fortement à suivre cette trajectoire.	l'économie nationale s'effondrait, si l'État retire ses aides et si les revenus diminuent. Cette situation laisserait plus de place aux pratiques informelles, au travail au noir, aux réseaux de solidarité locaux, aux circuits-courts, dans une logique de survie. Il pourrait aussi être plus prégnant dans le cadre du microscénario 1, si la relance de l'économie sur des modèles pré-crise était mal perçue par une partie de la population française, fortement mobilisée pour une réelle transformation des pratiques économiques et contre un capitalisme mondialisé.
2. **Climat social et politique**					
2.1. **Gouvernance**					

Pilotage et organisation de l'État	**Unité et cohésion** Les institutions fonctionnent sans accroc majeur avec pilotage de la crise, de sa gestion et de la sortie de crise par l'exécutif s'appuyant sur l'administration et en bonne articulation avec le Parlement et les collectivités locales. L'urgence nationale sert de ciment et lisse les différends.	**Désarticulation progressive du pouvoir politique et de l'outil administratif** conduisant à une démotivation de l'administration, favorisant une application erratique du droit (y compris maintien de l'ordre). Des collectivités territoriales s'émancipent plus ou moins largement et investissent certains champs régaliens à partir de janvier 2021.	**Unité provisoire, dissolution rapide** La gestion à court terme de la crise mobilise toutes les énergies et lisse les différends pendant le temps de l'urgence sanitaire. Mais une fois le premier orage passé, l'absence de vision partagée et mobilisatrice entraîne démotivation de l'administration et mise en œuvre aléatoire des dispositifs de sortie de crise (aide aux entreprises, etc.) et de relance, ainsi que des mesures prises pour anticiper de possibles rebonds épidémiques. Certaines collectivités locales prennent l'initiative sur certains champs (aide aux entreprises et associations notamment), l'État perd rapidement ses fonctions régaliennes à partir d'automne 2020.		
État d'urgence sanitaire et sa mise en œuvre	**Libéralisation et responsabilisation individuelle** La stabilisation de l'épidémie permet de lever à partir de janvier 2021 la quasi-totalité des mesures restreignant fortement les libertés individuelles et	**Certains droits restent profondément altérés sur le long-terme, mais de manière inégale en fonction des territoires et des populations** Le gouvernement ou certaines régions, voire certaines municipalités	**Pilotage strict, surveillance forte pour tous** Parce que (ou sous prétexte que) l'épidémie n'est pas ou insuffisamment contrôlée, ou bien sous prétexte de prévenir de prochains risques sanitaires, l'état	***Wild card*** Recours à des entreprises étrangères pour gérer les données personnelles des citoyens français et le suivi de la situation sanitaire (Palantir dans l'AP-	

	collectives (par exemple de rassemblement, qui empêchait jusqu'alors toute manifestation). Progressivement, les citoyens sont responsabilisés (dès l'été 2020) et les mesures de distanciation sociale, appuyées par certains outils technologiques et épidémiologiques reposent véritablement sur la base du volontariat, ce qui permet à chacun de juger par lui-même des précautions à mettre en œuvre pour protéger les autres. Un organe de contrôle spécifique est créé en complément de la CNIL dès l'automne 2020 pour s'assurer que les données personnelles collectées soient effectivement anonymisées. Par ailleurs, le logiciel mis en place est français, ce qui permet de conserver la souveraineté sur les données et les usages. Dans les rues, les forces de l'ordre sont progressivement retirées et notamment l'armée, fin de l'opération « Résilience » à l'hiver 2021. Fin de l'état	ou fournisseurs de services (lieux publics) maintiennent des contrôles particuliers pour certaines populations jugées plus à risque (personnes âgées, ou avec facteurs de co-morbidité) qui voient leurs droits et libertés réduits plus longtemps que les autres bien après janvier 2021. À l'inverse, relâchement ou perte de contrôle sur certains territoires qui s'avèrent intenables, soit parce que forte résistance de la population (ex : quartiers défavorisés) ou manque d'accès à internet et moyens technologiques, conditions sine qua non de la traçabilité telle qu'elle était envisagée en avril 2020. Recours aux acteurs locaux pour assurer une forme de suivi épidémiologique toutefois (les médecins généralistes, les établissements scolaires et universités…)	d'urgence est maintenu bien après l'été 2021. Courant 2021, le gouvernement durcit certaines mesures mises en œuvre pendant la crise sanitaire, et notamment le recours à l'application de traçage qui devient progressivement obligatoire pour accéder à plusieurs lieux ou services.	HP, les GAFAM pour l'application de traçage des cas). Impact sur souveraineté nationale en termes de protection des droits et libertés des individus et risques forts de manipulation étrangère ou cyber-attaque.	

	d'urgence sanitaire, et de tous les procédés dérogatoires qu'il permettait, dès obtention d'un vaccin ou traitement efficace à l'été 2021. L'État français réussit ainsi à maintenir au maximum le modèle démocratique, sans verser dans les méthodes plus dictatoriales de certains pays d'Europe de l'Est ou asiatiques.				
Organisation du travail (entreprises, services publics, associations)	**Prime à l'engagement puis « retour à la normale » dans le droit du travail** Les employeurs des secteurs stratégiques compensent dès mai 2020 les carences dans la protection prophylactique des travailleurs par des primes pour les inciter à poursuivre ou reprendre leur activité. Dérogations aux règles sur les temps de travail et de repos, majoration des heures supplémentaires le temps de la progressive relance économique, tout l'été et automne 2020, et jusqu'en janvier 2021. L'État en fait de même avec les fonctionnaires. Les décrets dérogatoires au droit du travail	**Fortes disparités des relations employeurs-salariés selon les secteurs et les statuts** Développement massif et encouragé du télétravail dans les secteurs qui le peuvent. Les entreprises qui en ont les moyens mettent en place des nouveaux systèmes contractuels pour faire face aux mesures de distanciation sociale qui perdurent tout au long de l'année 2021. Cela équivaut à une forme de privatisation du système de protection sociale, puisque certains travailleurs ont ainsi la possibilité de privilégier leur santé et	**Retrait massif et persistant de la main-d'œuvre dans de nombreux secteurs car la crise sanitaire perdure sur temps long ou la situation a eu un impact sur le rapport des individus au travail** Les salariés de plusieurs secteurs se désengagent massivement (droit de retrait, arrêts maladie, congés) face à des conditions de travail qu'ils jugent à risque, ou bien suite à une recomposition de leurs priorités personnelles (santé, famille, plutôt que carrière). Multiplication des réquisitions et des conflits sociaux dans les entreprises, qui ne		Ordonnances du ministère du Travail, Conflits à La Poste ou chez Amazon Conflits dans le BTP, Plateformes de livraison Tension entre la FFB et le Ministère du travail Débats sur la responsabilité de l'employeur en cas de covid-19 chez un salarié, Reconnaissance en maladie professionnelle pour les soignants

	justifiés par l'état d'urgence sont ensuite supprimés, notamment sous pression de certains syndicats. Plusieurs inactifs ou rendus inactifs par la crise sont mobilisés grâce à des démarches de recrutement volontaristes. Dans le secteur associatif, les bénévoles s'engagent fortement. Les dégâts sanitaires de cette situation sont bien présents à la fin 2020 : présentéisme dans certains secteurs, burn-out, mais en partie limités ou progressivement apaisés toutefois par la mise en œuvre de nouveaux dispositifs d'accompagnements psycho-sociaux courant 2021.	leur famille sans voir leurs revenus trop dégradés. Dans le secteur public, on observe la même dissociation entre fonctionnaires à qui l'on demande de se présenter à leur poste et ceux qui peuvent continuer à travailler de chez eux. Cette situation aggrave la dissociation entre la France « du haut » et celle « du bas ».	parviennent pas à réguler le phénomène. Seuls les plus précaires continuent à travailler, sans grande garantie juridique, le droit du travail restant toujours fortement dégradé par le maintien de l'état d'urgence bien après l'été 2021.		
2.2. **Confiance, relations formelles et informelles entre les acteurs du corps social**					
Confiance et respect des acteurs envers les institutions publiques	**Confiance envers l'État et autres institutions publiques augmente au fur et à mesure que la situation s'améliore, dès mai 2020 et jusqu'à fin 2021**	**Confiance dégradée mais sans trouble de l'ordre public notable** La mauvaise anticipation et gestion de la crise sanitaire laisse de profondes marques dans la	**Confiance très dégradée, climat insurrectionnel** Le scandale sanitaire de l'épidémie vient aggraver une situation déjà tendue entre les Français et les	***Wild card*** Fort conflit infra-sociétal autour de l'usage des nouvelles technologies. Le tournant autoritaire de l'État avec mesures de l'état d'urgence qui	Seulement 41 % des Français font confiance au pouvoir pour « lutter efficacement contre l'épidémie », soit 18 points de moins en

	La sortie de crise progressive mais réussie fait oublier les voix qui s'étaient élevées au printemps 2020, autour de la question du scandale sanitaire notamment. Les grandes controverses liées à la gestion sanitaire qui animent la société civile mais aussi le gouvernement au printemps 2020 (usage de certains médicaments ou non etc.) s'apaisent avec la découverte de traitements certifiés. Les multiples réorientations de l'État pour remercier les secteurs en première ligne sont vues positivement (et notamment l'abandon définitif de la réforme des retraites). Le fort accompagnement des plus précaires permet de stabiliser cette confiance et de l'ancrer sur le temps long. L'État est par ailleurs à nouveau vu comme un acteur nécessaire pour garantir la sécurité de tous. Certaines institutions régaliennes sont de plus en plus appréciées (armée).	confiance des Français envers le gouvernement et les institutions publiques, à qui il est demandé de rendre des comptes à partir de printemps 2021, quand la situation sanitaire s'est stabilisée. Toutefois, ces comptes se règlent par les voies classiques de recours à la justice et aux dispositifs démocratiques, lorsque ceux-ci sont progressivement rétablis. Plusieurs situations juridiques, jugées non prioritaires, ne sont pas traitées toutefois, ce qui met en danger ou difficulté les personnes morales ou physiques concernées (dans le domaine de la protection de l'enfance notamment). Mais les mesures sanitaires mises en place par les autorités restent relativement bien respectées et ce jusqu'à fin 2021,	institutions publiques. La cacophonie sur les meilleures mesures sanitaires et médicales à mettre en œuvre, déjà présente au printemps 2020 s'aggrave, en l'absence de coordination entre autorités et scientifiques et de disponibilité d'un traitement efficace. Cela met en péril les capacités à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces, et questionne même sur la possibilité de déployer massivement un vaccin lorsque celui-ci sera disponible. Les manquements de l'État, y compris à tenir ses propres promesses post-crise en 2021, attisent la colère sociale. Les violences contre la police et l'armée se multiplient. Les mesures sanitaires, pourtant toujours en vigueur jusqu'à fin 2021 ne sont pas ou peu respectées, dans un	perdurent exacerbe les tensions dans un pays où 55 % des Français pensaient déjà que leurs droits individuels ne sont pas protégés (OpinionWay 2019) ***Wild card*** Plus de confiance attribuée à certaines régions, voire communes, vues comme ayant mieux gérées la crise (mesures sanitaires, mesures sociales, commande de masques etc.) que le gouvernement (aussi une tendance d'avoir plus de confiance dans les municipalités). Mouvement indépendantiste émergent ou accru. ***Wild card*** Résurgence de réseaux de criminalité favorisés par déclin de l'appareil juridique + la libération de prisonniers avant la fin de leur peine, qui aurait pu lancer un signal négatif ?	deux semaines (Elabe, 1er avril) Près de deux Français sur trois pensent que le gouvernement leur ment sur la gestion de l'épidémie : 63 % estiment qu'on leur « cache des choses », selon un sondage OpinionWay, publié le 30 mars ; 70 % que l'État « ne dit pas la vérité aux Français », dans une étude Odoxa, publiée cinq jours plus tôt. Probabilité forte de mise en place d'une solution de « contact tracing », annoncée disponible le 20 avril par ses promoteurs (Dassault Systems, Orange, Capgemini, Accenture…) Volonté de création d'une « application mobile paneuropéenne », en coordination avec l'OMS En Seine-et-Marne, le Préfet réquisitionne des chasseurs pour *« prévenir et signaler*

	La loi est respectée par la quasi-totalité des acteurs et ce malgré la désorganisation causée par l'interruption des processus juridiques qui perdure jusqu'à l'automne 2020. La forte mobilisation du personnel juridique permet toutefois d'y faire face. De même dans les domaines contractuels, plusieurs cas de manquement ont été observés, mais cela reste marginal.		contexte où le système judiciaire est fortement fragilisé par les interruptions répétées qu'impose les rebonds épidémiques. Un sentiment d'impunité croissant monte depuis la société civile mais aussi certaines personnes morales qui en profitent pour déroger à leurs obligations (contrat assurantiel par exemple). Cela participe à la dégradation du climat social.		*aux représentants des forces de l'ordre » les* infractions aux règles locales du confinement. Le décret est finalement retiré (10 avril 2020). Dérives du numérique Pandémie : une aubaine pour les mafias L'appareil judiciaire envisage une généralisation des cours criminelles à partir de la fin de l'été 2020, pour juger rapidement les crimes les plus graves. Quel impact sur la qualité de la justice rendue ? (16 avril 2020) Dans un sondage réalisé du 24 au 26 mars sur un échantillon de 1 008 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, 26 % des personnes interrogées pensent que le Covid19 est une création de laboratoire

Relations sociales	**Cohésion** Les nombreuses initiatives mises en œuvre à plusieurs échelles pendant la période de confinement intial qui a débuté le 17 mars 2020 perdurent bien après. Ainsi, de nombreux individus, associations, entreprises, mais aussi corps de métier (comme l'armée) se sont mobilisés pour maintenir les liens et les soutiens entre générations, entre communautés, et pour les minorités vulnérables. Outre la multiplication des aides aux personnes âgées isolées, de nombreux acteurs privés ou publics s'engagent pour permettre un accès le plus équitable possible à l'enseignement par exemple, élément clef pour résorber l'impact inéquitable de la fermeture des écoles et des universités.	**Stratification** Développement d'une hostilité de plus en plus forte contre les privilégiés. Le sentiment d'injustice déjà présent chez les Français (75 % le relevaient en 2019 selon OpinionWay) s'accroit alors que le découplage entre les plus riches (mieux soignés, mieux protégés, plus libres de circuler, de travailler à leur convenance etc.) et les plus pauvres s'accroit. De plus, les fractures sociales s'aggravent progressivement tout au long de l'année 2021, du fait de l'interruption de l'accès à l'éducation durant le (ou les) confinement(s), interruption plus marquée pour certains que pour d'autres (accès au numérique, cadre familial, etc.). Stratification d'une société à double vitesse, avec corrélations fortes entre les milieux sociaux et accès aux études et à l'emploi, lui-même	**Dislocation** Les tensions surgissent de toutes parts et ne concernent pas simplement une opposition de classes mais aussi des fractures entre les générations. Les plus âgés peuvent en vouloir aux plus jeunes d'être trop « téméraires » ou de les avoir méprisés pendant le pic épidémique, en les abandonnant à leur sort. À l'inverse, les actifs peuvent en vouloir aux retraités qui continueraient à toucher leurs pensions parfois élevées. Les fractures sont aussi perceptibles entre communautés ethniques et religieuses, avec un racisme aggravé et des tensions à la hausse. Des tensions fortes apparaissent aussi à l'encontre des contaminés, détectés par les outils de traçage déployés par le gouvernement, ce qui génère de la méfiance et une hostilité forte au	***Wild card*** Crime à portée symbolique (ethnique, religieux, racial etc.) met le feu aux poudres entre communautés déjà fragmentées ***Wild card*** Instrumentalisation par des extrêmes religieux ou politiques de ces tensions	Surmortalité en Seine-Saint-Denis A Strasbourg, les dénonciations pour non-respect des consignes de confinement représentent à présent un quart des appels reçus par le centre d'appel de police-secours. 70 % dans le Grand-Est. Mais fortes différences territoriales : il n'y a pas ou presque d'appels de délations dans le Grand-Ouest, dans la région Centre-Val-de-Loire, la Haute-Normandie ou encore Mayotte ou la Réunion. 963 000 jeunes de 16 à 25 ans n'étaient ni en études, ni en emploi, ni en formation en 2018, soit 13 % de la classe d'âge, et davantage si l'on intègre les jeunes suivant une formation non formelle sportive ou culturelle. En 2021, si décrochage de 10 % (5 % à 8 % des étudiants auraient déjà décroché après un

		polarisé autour des quelques secteurs clefs qui embauchent toujours ou permettent de travailler en sécurité. Les déséquilibres et tensions entre territoires liés à la crise et ses conséquences (urbain, quartier, rural, etc.) s'accroissent de même que les différences entre régions, Renforcement des découplages des trajectoires des territoires, elles aussi préexistantes à la crise.	cœur du corps social. Certaines logiques de dénonciation déjà observées pendant le printemps 2020 s'accroissent.		mois de confinement seulement en avril 2020), le nombre de ces NEET pourraient être de + 1 million en 2021.
Solidarités	**Prises en charge par l'État avec aide financière pour les grandes associations** L'État n'est pas en capacité de prendre en charge toutes les situations particulières de crise sociale mais des réseaux de solidarité formels et informels viennent pallier ce manque. Certains réseaux sont bien sûr toujours structurés par le gouvernement, mais d'autres sont issues de la convergence entre pratiques associatives et citoyennes locales, et appui des institutions	**Informelles et territorialisées** En l'absence de soutien fort de l'État, dont les leviers financiers se sont réduits sous impact de la crise, les solidarités s'organisent de manière informelle et hétérogène en fonction des territoires, et plutôt en s'appuyant sur de petites associations qui préexistaient à la crise ou de nouveaux réseaux d'individus fortement engagés. Les grandes associations sont elles-mêmes en difficulté et ne parviennent pas à	**Organiques et centrées sur la famille et les communautés** Les associations voient leurs possibilités d'action fortement diminuer car leurs ressources économiques et humaines se restreignent. Les ménages et les entreprises n'ont plus les moyens de donner et l'État ne compense pas cette perte. En parallèle, de moins en moins de bénévoles s'engagent, souvent par crainte d'être		

	publiques territoriales, d'autres encore sont à la seule initiative de bénévoles volontaires qui témoignent d'une forte solidarité au cœur de la société française.	gérer une situation qui se fragmente de plus en plus en fonction des espaces. Les réponses solidaires s'organisent donc sans pilotage national, au cas par cas.	contaminés. Dès lors les solidarités se restructurent autour des personnes proches, tant en termes de liens familiaux qu'en termes de proximité physique dans un contexte où les confinements répétés et / ou les mesures de limitation de déplacement obligent à s'en remettre à ses voisins. Dès lors, certaines minorités déjà marginalisées sont encore plus fortement fragilisées, comme les SDF qui ne sont pas inclus dans ces espaces sociaux.		
Mouvements sociaux	**Trajectoire pré-crise** Les mouvements sociaux restent peu nombreux et peu structurés jusqu'à l'automne 2020. A cette date, ils reprennent essentiellement selon des modalités d'expression de type grèves, boycott ou pétitions. Peu de manifestations, encore fortement dissuadées par les contraintes de distanciation sociale. Les questions de travail et de pouvoir d'achat sont prioritaires. Les	**Revendications hétéroclites et peu structurés** Les contestations se multiplient et se reconnaissent de moins en moins dans les corps intermédiaires. Des mouvements sociaux se constituent autour de plateformes de revendications de toutes sortes (par statut, par métier, par territoire, par origine…). Ces mouvements	**Climat insurrectionnel** H2 + coalescence des luttes et capacité de récupération par un ou deux mouvements politiques traduisant ces luttes en climat insurrectionnel dès l'automne 2020. La situation s'envenime et débouche sur des élections législatives et présidentielles anticipées à la fin du	***Wild card*** Les extrêmes politiques attisent la colère sociale. Grands mouvements de foule, malgré les mesures de distanciation sociale toujours en vigueur.	

	mouvements se structurant sur le monde d'après, et notamment les mouvements écologistes restent très minoritaires et sans force sociale. Les partis politiques et syndicats traditionnels sont renforcés car leurs organisations sont aptes à se saisir de ces revendications. Le climat politique se tend mais dans des formats traditionnels	multiplient les actions menées principalement au nom de la justice (sociale, environnementale, etc.). Ces mouvements demandent des réponses immédiates et concrètes à leurs revendications. La diversité d'objectifs, d'acteurs, de destinataires ainsi que la durée souvent éphémère de ces mouvements et mobilisations les rendent difficilement prévisibles. Elles créent une perturbation permanente qui se traduit par un climat social sans arrêt en effervescence, mais sans explosion.	premier trimestre 2021.		
2.3. **Individus, foyers et modes de vie**					
État de santé	**État de santé contrasté en fonction des situations individuelles** Globalement, les autorisations d'exercice physique pendant le confinement ont permis de limiter la prévalence de troubles de santé liés à l'inactivité pour la quasi-totalité de la population française (y	**État de santé contrasté, en fonction du groupe social** L'appartenance au groupe social et le degré de précarisation de celui-ci détermine l'état de santé des individus pendant et après le confinement, tout au long de 2021.	**Dégradation générale de l'état de santé de la population française** Le confinement initial, ainsi que les confinements répétés voire durables pour les plus vulnérables, à cause d'une crise sanitaire qui dure,		6 avril 2 fois moins d'infarctus et autre pathologie grave apparaît que 41 % des patients interrogés ont eu une consultation ou intervention chirurgicale annulée ou reprogrammée, 25 % ont du mal à trouver un médecin disponible, 12 % ont

	compris dépressions, addictions etc.). En revanche, on note bien dès l'automne 2020 une aggravation des pathologies préexistantes ou non détectées en raison de la diminution du recours aux soins durant le confinement et après. À l'inverse toutefois, la diminution de la mortalité sur les routes, et de certains accidents du travail permettent de contrebalancer de manière relative la surmortalité. Dans le domaine médical, les soignants connaissent une augmentation certaine des prévalences de *burn-out* et de stress post traumatique mais la mise en place de réseaux de solidarité et d'entraides permettent toutefois d'alléger cette charge.	Les classes moyennes supérieures, les personnes en capacité de faire du télétravail verront leur état de santé ne s'aggraver qu'à la marge. En revanche, certains groupes sociaux verront leur état de santé durablement dégradé, notamment : - Les étudiants : moins de jobs de complément dans la restauration donc baisse mécanique des dépenses de santé ; - Les soignants : côtoient le virus ; - Les personnes pauvres et marginalisées (habitants de territoires ruraux/enclavés, personnes âgées isolées, SDF, migrants…) - Les travailleurs « en première ligne » : caissières, livreurs, chauffeurs, logistique… - Les personnes travaillant en groupe : BTP - Les habitants de territoires denses, pauvres voire enclavés (Seine-St-Denis,	génèrent des dégradations notables et globales de l'état de santé de la population française (apparition de certaines pathologies : surpoids, douleurs musculaires, squelette, mais aussi augmentation des prévalences de troubles psychologiques voire psychiatriques, en raison du stress généré par la situation, de la mauvaise communication de crise, de la rupture des liens sociaux notamment pour les plus isolés, de la perte de proche etc). On observe aussi une forte aggravation des pathologies préexistantes ou non détectées à cause des urgences Covid ainsi que des conséquences inattendues ou plus violentes que prévues sur d'autres pathologies (autisme etc.).		arrêté ou interrompu leur traitement de fond, 8 % ont des difficultés à trouver leur traitement en pharmacie, 7 % ont interrompu provisoirement la prise de leurs médicaments et 5 % ont totalement arrêté leur traitement. Mise en place de numéros et téléconsultation Mise en place d'interfaces ou de lieux pour recueillir la parole des soignants au sein des établissements de santé Pénurie de main-d'œuvre paramédicale (déjà observable) va affecter la prise en charge des malades souffrant d'autres pathologies Saturation des services psychiatriques, qui accueillent les personnes victimes de troubles psychiatriques liés à la durée du confinement

		certains banlieues, Paris, Lyon…).			
Rapport à la famille et aux proches	**Liens renforcés** Grâce au numérique et sous l'influence d'une situation de crise qui redéfinit certaines priorités, les liens dans la famille sont renforcés. Le numérique permet de maintenir les connexions même à distance et certaines pratiques (s'appeler plus souvent) se maintiennent même après la levée des interdictions de déplacements sur le territoire par exemple. Les violences domestiques ont fortement augmenté jusqu'à la fin du confinement mais diminuent à nouveau à partir de l'été 2020, voire même atteignent des taux plus bas qu'avant la crise, du fait d'une vigilance accrue d'un voisinage plus présent et bien alerté. Pas d'impact majeur sur les divorces comme cela avait été annoncé.	**Liens recomposés** La notion de proximité, de solidarité et d'affectivité évoluent en raison des mesures de distanciation sociale et des restrictions de mobilité inter-régions qui perdurent jusqu'au printemps 2021. Il devient plus sûr de se reposer sur ses voisins que sur sa famille ou ses amis. De nouveaux réseaux de solidarité se créent donc à l'échelle hyperlocale. Fortement variable en fonction des territoires, des CSP, etc.	**Liens dissous** H2 + Les confinements répétés ont raison de nombreuses familles, explosion du nombre de foyers monoparentaux, de fait plus vulnérables dans un contexte de crise socio-économique. Dissensions intergénérationnelles au sein même de certaines familles : les jeunes veulent sortir tandis que les plus âgés voudraient se protéger. Situation conflictuelle et tendue.		9 avril La ligne téléphonique « Allô enfance en danger » a reçu 20 % d'appels en plus depuis le début du confinement, a annoncé le secrétaire d'État à la Protection de l'enfance Adrien Taquet, qui s'est dit à la fois « vigilant » et « inquiet » #AFP Les violences domestiques et conjugales se multiplient
Rapport au temps et activités	**Valeur renouvelée** Travail a prouvé sa valeur sociale, au-delà de sa valeur économique.	**Dissociation entre classes sociales**, ceux qui peuvent se désengager pour ne pas	**Dégradation de la perception du travail**, métiers inutiles apparaissent		

	Après une longue période d'inactivité pour certains, phénomène de « bore-out », de perte de sens qui pousse à une forte mobilisation pour retrouver ou reprendre un emploi, s'investir dans l'associatif, se sentir utile. Par ailleurs, certains secteurs fortement impliqués dans la crise sont enfin revalorisés (santé, nettoyage public etc.) ce qui redonne du sens à ces activités. En parallèle, le retour progressif à la normale dans la possibilité de se rassembler et de se revoir occasionne un fort retour des Français aux activités de groupe mais seulement à partir de printemps 2021. Même si en groupe plus réduit, plaisir fortement renouvelé de se retrouver entre amis ou de reprendre certaines activités sportives, etc.	se mettre en danger et ceux qui se sur-engagent, par nécessité ou par vocation. La forte limitation de l'accès aux loisirs perdure sur temps long (après printemps 2021) et seuls certains privilégiés ont accès aux divertissements	en pleine lumière. Rejet du système pré-crise. Pour ceux qui le peuvent, repriorisation de la répartition du temps : famille et santé mais avec tensions fortes du fait de difficultés encore imposées par la crise sanitaire sur temps long.		
Rapport aux espaces et mobilités	**Retours aux grands espaces** Rejet du chez-soi car trop plein après le confinement. Envie forte de sortir, de retrouver ses proches, sa	**Dissociation entre classes sociales et territoires** Fracture entre ceux qui peuvent sortir de manière protégée + ceux qui peuvent rester	**Phobie des grands espaces** H2 + phénomènes de phobie collective : de plus en plus d'individus n'ont pas envie, voire ont peur	***Wild card*** Grands mouvements incontrôlables de population au moment du déconfinement ou dans les mois qui suivent, a minima pour	

	famille, ses amis, les événements de groupe etc. Demande aux autorités de réussir à faire respecter certaines mesures de distanciation sociale, parfois difficilement, jusqu'à obtention du vaccin.	chez eux de manière agréable vs. ceux qui sont obligés de sortir même s'ils ne le veulent pas et/ou se mettent en danger en le faisant et ceux pour qui le logement n'est pas un refuge mais une prison.	de se retrouver en grands groupes. Les espaces urbains denses sont délaissés.	retrouver ses proches, s'aérer, voire pour pour s'installer ailleurs ?	
Microscénarios « Climat social et politique »					
M.1. Cohésion démocratique Forte union nationale et structuration homogène des solidarités. Confiance dans l'État et les autres institutions publiques augmente progressivement, au rythme de l'amélioration de la situation sanitaire à l'automne 2020 puis tout au long de 2021. L'État accompagne les plus précaires, soutient les grandes associations et renforce ou instaure de nouveaux acquis sociaux. À l'échelle individuelle, la période de confinement a permis à de nombreuses personnes de redéfinir leurs engagements pour la collectivité et d'y retrouver un sens nouveau. Dès lors, les mouvements sociaux restent peu nombreux et retrouvent une trajectoire pré-crise, les partis politiques et syndicats traditionnels sont renforcés car leurs organisations sont aptes à se saisir de ces revendications. À l'échelle nationale, globalement, la crise Covid-19 a permis de redonner un élan collectif à la population française, qui se structure et s'étoffe tout au long de l'année 2021.	**M.2. Stratification renforcée et État isolé** Découplage de plus en plus marqué des trajectoires entre territoires, classes socio-professionnelles, et individus sous pression d'une crise qui met en exergue les dissensions, les inégalités et les fractures qui lui préexistaient. Gestion de crise erratique et désordonnée limite l'effectivité des diverses mesures de contrôle de l'épidémie, qui connaît donc des retours réguliers sur le territoire. Pas de réponse solidaire homogène à l'échelle du pays. Les contestations se multiplient et se reconnaissent de moins en moins dans les corps intermédiaires. Sentiment d'hostilité interclasses est de plus en plus fort.	**M.3. Dislocations, insurrections et État policier** Désunion du pays, à l'échelle gouvernementale et sociale. Cette situation conduit à une mise en œuvre aléatoire des divers dispositifs de sortie de crise, notamment économiques et sociaux. Forte déréliction de la confiance sociale dans le gouvernement, la cacophonie sur les mesures à mettre en œuvre, les manquements de l'État, y compris à mettre en œuvre ses propres promesses, alimentent des scandales médiatiques à répétition et attisent la colère sociale. Cette désorganisation met aussi le pays face à la menace de graves retours de l'épidémie, en l'absence de comportements coordonnés et oblige un certain nombre de collectivités locales à prendre l'initiative sur plusieurs champs, notamment de soutien aux entreprises. Pas de solidarité forte. Dès lors, certaines minorités, déjà marginalisées, sont encore plus fortement fragilisées, comme les SDF Climat insurrectionnel et renforcement de l'État policier.	

4. Contexte européen et mondial – en cours d'élaboration

N.B. : ce sous-système est en cours d'élaboration. Les évolutions rapides des positions étatiques, et des stratégies du G20 et de l'Europe obligent à être extrêmement prudents quant aux hypothèses et aux microscénarios que nous pouvons tracer. Nous indiquons ici, à titre d'esquisse, les variables qui nous apparaissent importantes (mais pourront être modifiées), ainsi que les microscénarios rapidement élaborés. Ils correspondent de manière très schématique et simplifiée aux jeux d'acteurs et aux prises de position actuelles, nécessairement biaisés par les stratégies politiques des uns et des autres ; et fortement susceptibles d'évoluer.

<table>
<tr><th colspan="10">Régions (par similitudes – en cours de structuration)</th></tr>
<tr><th></th><th>Afrique</th><th>Amérique du Sud</th><th>Asie du Sud et centrale (Inde, Afghanistan)</th><th>Proche et Moyen-Orient</th><th>Amérique du Nord (États-Unis</th><th>Europe (zone euro)</th><th>Europe (hors zone euro)</th><th>Chine</th><th>Russie</th></tr>
<tr><td>Situation sanitaire</td><td colspan="4">Hypothèse 1 : Épidémie contenue (Kenya)

Hypothèse 2 : Épidémie violente et meurtrière, échec théories saisonnalité et immunité collective (Sahel, Afrique centrale, Iran

Hypothèse 3 : Épidémie limitée mais graves conséquences sanitaires dues aux mesures prophylactiques (Zimbabwe, Inde</td><td colspan="3">H1 : Épidémie virulente mais contrôlée à partir de juin 2020. Impacts finalement limités sur système de soins mais effets psycho-sociaux secondaires importants

H2 : Épidémie virulente, jusqu'au vaccin (2021). Stop & go socio-économique. Lourdes conséquences à tous les niveaux.</td><td colspan="2">H1 : Situation actuelle se prolonge. Épidémie apparemment sous contrôle.

H2 : Rebond ou pic épidémique violent

H3 : Mensonges d'état sur situation réelle (avec quelles conséquences ?)</td></tr>
<tr><td>Rôle des autorités officielles et non-officielles, confiance de la population</td><td colspan="4">H1 : Alignement des autorités officielles et/ou non-officielles avec recommandations sanitaires internationales, confiance de la population (e.g les diasporas

H2 : Non alignement des autorités officielles et/ou non officielles avec recommandations sanitaires, confiance de la population

H3 : Perte d'autorité officielle, perte de contrôle, climat insurrectionnel.

Wild card :
Mort d'une personnalité politique</td><td colspan="3">H1 : Alignement des autorités officielles et/ou non-officielles avec les recommandations sanitaires internationales, mise en place d'un état d'urgence temporaire, confiance de la population (horizon été 2020) - (Allemagne

H2 : Basculement progressif dans des régimes de plus en plus autoritaires, la population laisse faire au nom de la sécurité sanitaire et économique (horizon 2021-2022) -

H3 : Perte d'autorité officielle, perte de contrôle, climat insurrectionnel (France.

Wild card : quid des élections américaines ? quels impacts ?</td><td colspan="2">H1 : Autorité officielle forte et incontestée

H2 : Montée de contestations interne contre le pouvoir en place</td></tr>
</table>

Situation économique	H1 : Situation fragilisée mais stabilisation relative via maintien de l'économie informelle, repli sur la consommation locale H2 : Situation fortement dégradée mais solidarité transnationale (Afrique de l'Ouest H3 : Situation fortement dégradée sans solidarité, effondrement import/export, graves famines	H1 : Grave récession mais stabilisation relative au Q1 2021, notamment grâce à la mise en place d'instruments communs (Union européenne et États-Unis). Harmonisation des stratégies financières à l'échelle zone euro et solidarité aide gestion de crise. Croissance à 0 ou négative pour 2020. H2 : Grave récession et repli sur soi. Effondrement du dollar américain mais mise en place d'instruments financiers pour soutenir les ménages les plus pauvres et les industries les plus touchés. Zone euro se scinde du reste de l'UE. Potentielle fracture : Allemagne / France signent un accord avec 2-3 autres pays, une UE restreinte. H3 : Grave récession, pas de solidarité, crise financière systémique. Italexit, fin de l'UE. Explosion : pas d'harmonisation à échelle européenne, Allemagne ne veut pas payer pour les dettes des pays latin, crise financière et fin de l'UE	H1 : Grave récession mais stabilisation relative car forte coopération européenne. Mise en place de dispositifs innovants (revenus universels). Certains pays sont moins touchés que France, Italie ou Espagne et s'en sortent mieux. H2 : Sortie de l'UE.	H1 : Situation de relance économique. Domination de certains marchés grâce à positionnement stratégique. H2 : Stagnation H3 : Effondrement économique
Risques sécuritaires	H1 : Augmentation relative et locale de la criminalité et conflits actuels H2 : Situation aggravée mais contenue localement (conflits infra-communautaires au Rwanda, Ouganda, Inde H3 : Situation aggravée et risques transfrontaliers (Sahel, Burkina Faso, Syrie H4 : Ingérence d'autres États ou désengagement militaire de certains pays déstabilisent les zones (Iraq, Vénézuela	H1 : Augmentation relative et locale de la petite criminalité et conflits actuels H2 : Situation aggravée mais contenue localement (conflits infracommunautaires aux États-Unis, racisme	H1 : Augmentation relative et locale de la petite criminalité et conflits actuels H2 : Situation aggravée mais contenue localement (conflits	H1 : Augmentation relative et locale de la petite criminalité et conflits actuels, notamment dissidents ou populations opprimées vs. État H2 : Situation aggravée mais contenue localement (guerres civiles ?)

	Wild card Cyber-attaques d'entités non-étatiques dans la zone ou vers l'international.	H3 : Situation aggravée et risques transfrontaliers (pression migratoire forte en Grèce, en Italie, conflits entre pays européens, conflits États-Unis / Iran, Chine, Amérique du Sud) Wild card Cyber-attaques sur infrastructures critiques, pillages de données sensibles (l'AP-HP fait appel à Palantir) Cyber-attaques conduites par ces États vers l'international	ethniques dans les Balkans H3 : Situation aggravée et risques transfrontaliers (pression migratoire, trafic d'humain, trafic d'organes, trafic de drogues) H4 : Ingérence d'autres États ou attaques frontales (Ukraine – Russie) Wild card Cyber-attaques sur infrastructures critiques Fin de l'OTAN	H3 : Situation aggravée et risques transfrontaliers (dégradation brutale des relations sino-américaines, Russie-Ukraine) *Wild card* Cyber-attaques de ces États vers l'international
Rôle des ONG(I) Et solidarité locale	H1 : Opérations normales à quasi-normales, soutien de la population locale H2 : Opérations limitées ou interrompues car ruptures des aides, pas de RH et hostilité locale H3 : Abandon définitif de certains terrains d'intervention	H1 : Opérations fortement perturbées mais fort élan de solidarité locale (France) permet de compenser manques de moyens financiers, matériels et humains H2 : Opérations limitées ou interrompues, hostilité de certaines populations qui se sentent abandonnées (quartiers défavorisés France, États-Unis) H3 : Abandon définitif de certains terrains d'intervention faute de moyens mais forte solidarité locale prend le dessus		Pas d'ONG(I) notable
Positions organisations étatiques internationales	H1 : Soutiens forts et globaux (notamment G20) H2 : Soutiens à destination de certains États (UE) H3 : Pas de soutien	H1 : Coopération forte et internationale, notamment dans le domaine de la recherche H2 : Coopération ciblée en fonction d'intérêts et alliances politiques		H1 : Coopération ciblée en fonction d'intérêts et nouvelles alliances politiques (Chine – UE, Russie -

		H3 : Sécession de certains grands États des organismes mondiaux (les États-Unis quittent l'OMS) pas de coopération suffisante	H2 : Mise en place de stratégies d'influence au sein es organismes mondiaux existants ou développement de nouvelles autorités concurrentielles à l'Occident H3 : Effondrement politique interne, perte de vitesse sur la scène internationale
Positions institutions financières transnationales	H1 : Coopération forte et internationale H2 : Coopération ciblée (Banque Mondiale, FMI) H3 : Pas de coopération *Wild card* Crise financière systémique et mondiale		
Mobilités et flux internationaux	H1 : Pas de reprise mondiale avant vaccin H2 : Reprise automne 2020 mais avec nouveaux types de contrôle aux frontières (prouver son immunisation ou sa séronégativité), certaines frontières restent fermées jusqu'au vaccin. H3 : Reprise rapide mais seulement pour les flux de marchandises avec certaines no-go zones *Wild card* Forte pression migratoire sur certaines zones (Grèce		
Accès à l'information	H1 : Ruptures autour des *fake news,* guerre informationnelle entre la Chine et les États-Unis sur la responsabilité de la pandémie. Plus de transmission libre de l'information, notamment scientifique. Mainmise de plusieurs pays sur les médias officiels. H2 : Balkanisation des Internet de certaines zones s'accroît (Russie, Chine, Iran, Turquie mais aussi États-Unis). Des populations coupées du monde et une information biaisée sur la situation de ces pays à l'international H3 : Politique de communication sur la crise intensive et harmonisée, pilotée notamment par les instances internationales type OMS, qui se portent garantes de la valeur scientifique / historique de l'information. Mise en place de plates-formes publiques participatives relayées sur les réseaux sociaux et faisant appel à ceux-ci ainsi qu'aux lanceurs d'alerte pour combattre les rumeurs et fausses informations, et échanger les données du savoir disponible de manière transparente et en temps réel (sur le modèle, dans un autre domaine et à une autre échelle, de la plate-forme FightTheSmears mise en place par B. Obama lors de sa campagne en 2008).		
Usages et développement des nouvelles technologies	Développement massif des nouvelles technologies, notamment en termes de traçage des individus, sur un modèle chinois / sud-coréen, y compris dans les pays les plus réticents (France) Deux « blocs » s'opposent : les pays prêts à recourir à ces technologies et ceux qui refusent / ou n'en ont pas les moyens. Rupture des flux (personnes, marchandises) entre ces blocs		
Évolution des marchés alimentaires	H1 : Fracturés mais avec ponts alimentaires aériens pour les zones coupées H2 : Protectionnisme fort de certains États sur production nationale		
Évolution des marchés énergétiques	H1 : Chocs pétroliers H2 : Politiques protectionnistes et/ou de pression sur les tarifs		

Microscénarios sur la situation sociale et économique (y.c. sécuritaire) mondiale (en cours de construction)				
Scénario 1. Vers un monde balkanisé et tumultueux Effondrement économique et / ou politique de plusieurs pays (certains provoquant des déstabilisations sécuritaires majeures, comme l'Iran, la Turquie au Moyen-Orient, les États-Unis, l'Afrique du Sud, le Brésil…). Ces effondrements sont pour partie conséquences de la pandémie généralisée qui a provoqué, entre autres, des ruptures d'approvisionnement alimentaire, la suspension d'aides internationales auprès des États les plus démunis, la montée au pouvoir ou l'affirmation de régimes plus autoritaires etc. Mais ils découlent aussi du manque de coopération internationale volontariste et du repli des nations sur elles-mêmes. L'UE est très fragilisée, au bord de l'éclatement. Fragilisation des réseaux de communication, essor des nouvelles menaces (exemple : forts risques de cyberattaques de grande ampleur).	**Scénario 2. Vers un monde scindé en blocs éthiques et normatifs** Face aux différentes stratégies mises en œuvre pour gérer la crise, et en raison des motivations géopolitiques qui poussent certains États à cacher leur situation sanitaire réelle, le monde se divise en deux blocs ou plus. Ces blocs partagent des valeurs, éthiques et normes communes ; par exemple en termes de contrôle de la population, avec technologies de surveillance invasive pour certains, quand d'autres les rejettent. Ces États ont aussi des politiques sanitaires similaires, des contrôles aux frontières harmonisés pour ceux dans les mêmes aires géographiques, et des systèmes commerciaux et économiques communs. Très schématiquement, un bloc plutôt autoritaire apparaît d'un côté (modèle asiatique ou iranien) *vs*. un bloc plus libéral. Fin possible du commerce (mondialisé) entre ces deux blocs.	**Scénario 3. Vers une ère asiatique** Les pays asiatiques dont la gestion de crise sanitaire fut réussie (notamment Singapour, la Corée du Sud ou Taiwan) voient leurs économies tirées vers le haut (pas de confinement national donc ralentissement limité de leurs marchés intérieurs ou reprise rapide), alors que les autres pays développés s'enfoncent dans une récession majeure, suite aux mesures de confinement national, souvent déclenchées trop tard. Par ailleurs, ces pays, la Chine y compris, déploient une stratégie d'influence, (nouvelles alliances, rachats d'entreprises…) ; entre autres sur la base de cette expertise sanitaire (« diplomatie du masque », provision de tests peu coûteux, de matériel médical, mais aussi diffusion des nouvelles technologies qui ont permis le traçage de la population…).	**Scénario 4. Les prémices d'une nouvelle mondialisation** Dans ce microscénario, la coopération entre États, institutions financières, grandes ONG est très forte. Les blocs régionaux préexistants (UE) en sortent consolidés. Cette cohésion permet de mieux gérer la crise sanitaire et donc de limiter les dégâts sociaux, politiques, économiques. Réinvention de certains mécanismes de partage de l'information scientifique notamment, et de solidarité régionale et internationale. Nouvelles règles économiques pour les pays les plus en difficulté.	**Scénario 5. L'Europe-citadelle** Scénario non exclusif des précédents, mais qui considère plus spécifiquement le renforcement de l'UE autour de la zone euro (les autres pays sont laissés en déshérence). Fermeture des frontières, mais homogénéisation des politiques économiques, sanitaires, agricoles etc. au sein de cette zone. Recherche d'une autonomie européenne, tant logistique, qu'alimentaire et sécuritaire.

5. Tableau croisé – Scénarios globaux

	Sur le fil du rasoir	**La Grande Dépression**	**Vers un âge obscur : dislocation sociale, insurrections et monde balkanisé »**	**Cohésion internationale, pandémie maîtrisable, *New Green Deal* européen**	**Le retour de flamme**
A. Covid-19 : évolution sanitaire mondiale (horizon : printemps 2021)	A2. Pays développés-forteresses, en attendant le vaccin	A2. Pays développés-forteresses, en attendant le vaccin	A1. Pandémie installée et catastrophe sanitaire globale	A3. Pandémie maîtrisée à l'automne 2020	A2. Pays développés-forteresses, en attendant le vaccin
Probabilité au 20 avril 2020	*Forte*	*Forte*	*Faible*	*Faible*	*Forte*
B. Crise sanitaire et sa gestion en France (horizon : printemps 2021)	B2. Débordements chroniques régionaux, de plus en plus atténués	B2. Débordements chroniques régionaux, de plus en plus atténués + B3. Le retour de flamme (à fort impact)	B1. Débordement majeur du système de soins	B2. Débordements chroniques régionaux, de plus en plus atténués	B3. Le retour de flamme (probabilité forte mais impact variable selon la durée et la chronicité de la surcharge des services de soins et des mesures de confinement)
Probabilité au 20 avril 2020	*Forte*	*Forte*	*Faible*	*Forte*	*Forte*
C1. Économie et filières	C1.3. Économie en dents de scie + C1.2. Économie verte raisonnée	C1.4. Économie de rationnement	C1.4. Économie de rationnement C1.5. Économie informelle et territorialisée	C1.1. Casse limitée C1.2. Économie verte raisonnée	C1.2. Économie verte raisonnée
Probabilité au 20 avril 2020	*Forte*	*Faible*	*Faible*	*Faible*	*Moyenne*

C2. Climat social et politique	C2.2. Stratification renforcée et État isolé	C2.3. Fragmentations, insurrections et État policier	C2.3. Fragmentations, insurrections et État policier	C2.1. Cohésion démocratique	C2.3. Fragmentations, insurrections et État policier
Probabilité au 20 avril 2020	*Forte*	*Moyenne*	*Moyenne*	*Faible*	*Moyenne*
D. Contexte européen et mondial	Scénario 5. L'Europe-citadelle	Scénario 2. Vers un monde scindé en blocs éthiques et normatifs Scénario 3. Vers une ère asiatique	Scénario 1. Vers un monde balkanisé et tumultueux	Scénario 4. Les prémices d'une nouvelle mondialisation	-
Probabilité au 20 avril 2020	-	-	-	-	-
Probabilité des scénarios globaux au 20 avril 2020	*Forte*	*Moyenne*	*Faible*	*Faible*	*Forte*